

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

JUIN 1977

sommaire

PC et armement .....	p.2
Grèves et syndicats .....	p.2
Plan Barre .....	p.2
Austérité aux USA .....	p.3
Conférence de Londres .....	p.3
Inde-Pakistan : le chaos .....	p.3
Mai 37, Barcelone .....	p.4
"Le Bolchevik" .....	p.5
Vietnam : la barbarie .....	p.8

mensuel n° 38  
2 ff 20fb/15fs/50ctscan.

DANS L'ATTENTE DU PROLETARIAT:  
LA BARBARIE DU CAPITAL

Le 1er mai 77 -la fête des icônes de la gauche du capital- un bilan macabre de la crise du système : Turquie : 35 morts dans la manifestation. Ethiopie : des centaines d'étudiants massacrés, 800 "contre-révolutionnaires" "liquides", 600 prisonniers en Erythrée. Troubles constants au Pakistan. 35 fusillés en Ouganda. Les paramilitaires d'Irlande. Les morts dans les rues de Bilbao et de Rome. Les règlements de compte et la décomposition sociale. La liste serait longue des atrocités du moment.

En tête, l'Afrique, où se rassemblent chaque jour plus les vautours de la super-puissance et les sous-impérialismes. On y mijote aujourd'hui à petit feu une guerre qui demain raserait le continent et qui sera une saignée pire que celles de l'Asie et du Liban, déjà à genoux.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. A travers tous les "faits divers" meurtriers émiettés dans la vie sociale, les luttes fratricides dont on oublie même les prétextes, se dessine la véritable logique des événements : le déchirement du monde pour les intérêts des blocs impérialistes de l'URSS et des USA.

Hier, on a regardé le Vietnam de loin. Mais aujourd'hui les événements du Zaïre et de la Mauritanie ne sont que des préludes à l'implication de plus en plus directe de la France dans le tourbillon.

Et que dit la "gauche", bien nationale française, la "gauche" qui nous fait miroiter une "alternative sociale"? Sa réponse à la course effrénée aux armements? -"Demain nous aurons la bombe nucléaire de la gauche au pouvoir"! Le PCF des staliniens "repentis" est en tête de la meute pour réclamer une bombe atomique plus perfectionnée "au nom des travailleurs"! Messmer applaudit l'intégration ouverte de la gauche dans la machine de guerre, et le cercle est bouclé.

Tout nous montre que si la décadence risque de laisser le Tiers - Monde en ruines, on ne sera nulle part épargné par la logique de la concurrence capitaliste internationale. Les guerres locales "lointaines" sont autant de canons braqués sur le coeur de l'Europe, et la prochaine guerre généralisée sera une hécatombe par les armes nucléaires aussi sûrement que les préparatifs sont déjà en cours. Quand on entend parler de la "dissuasion" nucléaire, des sacrifices et autres défenses nationales, rappelons-nous des ombres d'Hiroshima, l'ultime aboutissement des guerres locales et de la crise des années 30. Cette fois, on est averti.

Si les révolutionnaires en 1914 se demandaient ce que deviendrait l'alternative "socialisme ou barbarie", nous, aujourd'hui, nous en avons la réponse : la barbarie est notre actualité quotidienne.

Les révolutionnaires ne sont pas des alarmistes. Le prolétariat aujourd'hui n'adhère pas à la guerre malgré le chloroforme de la gauche. Les grèves au Moyen-Orient, en Asie, les réponses que le prolétariat a données depuis le début du renouveau de la crise attestent de sa résistance. Mais l'avertissement résonne au loin : plus les masses ouvrières attendent pour surgir, pire sera la note à payer. Et si le prolétariat laissait aller ce système économique à ses conséquences infernales, en chute libre, il arriverait un moment où il ne serait plus possible de l'arrêter.

Que l'inquiétude de la classe ouvrière, à travers sa lutte et dans la réflexion, accélère la prise de conscience de la gravité et de l'enjeu du combat de classe dès aujourd'hui! L'avenir de la société toute entière appartient au prolétariat ou à la destruction. Nous n'avons pas le choix. Le dilemme n'est plus "socialisme ou barbarie" mais comment SORTIR de la barbarie vers le socialisme.

P.C.F.

## DEUX LANGAGES, UNE SEULE POLITIQUE, CELLE DU CAPITAL CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

• Dans le silence feutré des dialogues économiques Barre-Mitterrand ou dans les aboiements de Marchais face aux patrons, dans les pourparlers sur l'"actualisation du Programme Commun" et dans toutes les concertations de la politique bourgeoise, se prépare la relève à la direction de l'Etat bourgeois, et percent les contradictions qui agitent la bourgeoisie.

Si les clivages qui divisent la bourgeoisie sur les questions de politique internationale et de la meilleure façon de renforcer le contrôle de l'Etat annoncent les crises qui ne manqueront pas d'agiter la "gauche unie", il commence à transparaître pour l'appareil politique de la bourgeoisie une nouvelle difficulté, qui prendra de plus en plus d'importance, surtout avec la venue de la gauche au pouvoir : celle de concilier les nécessités du capital national, la nécessité de rallier les différentes fractions bourgeoises, avec la nécessité de conserver l'image de marque de la gauche face à la classe ouvrière, celle de continuer à apparaître comme les "défenseurs de la classe ouvrière". Avec la venue de la gauche au pouvoir, avec la crise empirée, la menace de la lutte de classe se fera plus précise : il n'y aura plus le repoussoir de la droite. A qui attribuera-t-on la faute de la crise? La moindre grève contre une économie dirigée par la gauche développera le danger de porter le mécontentement à un niveau plus général. Il est donc d'une importance vitale pour la gauche de soigner dès aujourd'hui son image.

C'est pourquoi le CERES et toute une fraction du PS s'est alarmé de l'image

d'"économiste distingué", de "bon élève" donnée par Mitterrand au cours du dernier "face à face" qui l'a opposé à Barre. C'est pourquoi cette gauche du futur parti au pouvoir tient tant à critiquer "le rôle jugé excessif des économistes professionnels qui entourent le premier secrétaire du PS", et insiste, en accord avec les radicaux, sur la nécessité de mettre plus en avant "les problèmes du cadre de vie et des libertés" et "l'accroissement de la consommation populaire" que promet la gauche.

C'est pourquoi les gauchistes, en bons critiques constructifs, ont reproché à Marchais ses faux-pas lors du face à face avec les patrons : "il n'a ni convaincu les patrons, ni défendu les intérêts de la classe ouvrière" (Rouge).

Pour ce qui est des "patrons", il est sur qu'ils doivent ressentir quelque inquiétude devant les fanfaronnades du PC qui déclare pouvoir "fermer les frontières à l'acier japonais" ou "appliquer une augmentation générale des salaires" en affirmant que "les salaires ne sont pour rien dans la crise", sans pouvoir donner concrètement les moyens de telles réalisations. Ils se demandent à juste titre comment un pays peut "ne pas miser sur l'exportation" ou "augmenter les salaires" sans répercussion sur la compétitivité et le profit des entreprises. Pourtant, nombreux sont les tenants du capital qui savent que la tendance renforcée de capitalisme d'Etat que représente le PC sera à terme une nécessité, même si les mesures qu'il propose aujourd'hui sur le renforcement du contrôle étatique sont

un tant soit peu trop brutales pour la capacité d'absorption de la bourgeoisie française. Et si le PS correspond mieux aujourd'hui à une transition en douceur vers une fusion plus grande du capital privé et du capital étatique, comme à la politique du renforcement des blocs, il est aussi vrai que, comme le dit Chirac "seul le PC peut véritablement appliquer le Programme Commun, à cause de ses structures, et surtout grâce à la CGT".

suite p.2

AFRIQUE

## LES ACROBATIES DES GAUCHISTES POUR JUSTIFIER LA GUERRE

• Si une réalité s'impose aujourd'hui à propos de l'Afrique, c'est qu'elle constitue le champ clos où s'affrontent les blocs impérialistes, ce continent rassemblant toutes les conditions pour qu'il ne puisse en être autrement.

Superposé à des structures tribales ancestrales liées à une économie archaïque, on y trouve un partage de frontières arbitraire, dû à la découpe en circonscriptions administratives léguées par la domination des anciennes puissances coloniales et ne correspondant à aucune unité réelle, qu'elle soit ethnique ou culturelle, économique ou politique. Quand il y a eu constitution en nation, ça n'a été que mise en place -la plupart du temps à l'aide du pouvoir de l'armée- de structures étatiques parfaitement artificielles et des plus totalitaires, faisant de la terreur et de la barbarie les seuls moyens de gouverner et de maintenir un semblant d'ordre social à travers l'instabilité chronique et les massacres répétés.

Lorsque ces "pays" contiennent des richesses naturelles, souvent considérables, qui pourraient être le ciment d'une possible recherche d'unité, la faiblesse et l'arriération de l'économie en interdisent l'exploitation directe et leur rend indispensable l'apport de capitaux étrangers, les soumettant ainsi à l'obédience d'une quelconque puissance extérieure. S'ouvre alors la succession des chocs entre candidats à la "protection" de ces Etats.

Même pour les pays démunis, la seule position géographique du continent, ouvrant à la fois sur l'Atlantique et l'Océan Indien, en contact avec le Moyen Orient baigné par la Mer Rouge et la Méditerranée, poudrière de l'impérialisme, en fait un lieu éprement convoité par les blocs, chacun à la recherche de points d'appui stratégiques. Que ce soit, comme pour la France dans ses anciennes colonies d'Afrique Occidentale ou les USA en Afrique du Sud, afin de tenter de maintenir des positions de force, ou, comme pour l'URSS en Angola, Mozambique, Ethiopie, pour assurer de meilleures bases stratégiques après avoir perdu l'espoir d'en avoir au Moyen Orient, tous ces affrontements impérialistes s'appuient et s'alimentent des luttes tribales ou de vieux antagonismes traditionnels entre ethnies : Afars et Issas à Djibouti, Erythréens en Ethiopie, Katangais au Zaïre, etc..

A cet égard, pas un seul commentateur officiel de la bourgeoisie ne s'y trompe, et aucun ne défend plus guère l'idée qu'il s'agit là de "lutte d'émancipation nationale", trop bien placés qu'ils sont pour savoir qu'il ne peut y

suite p.8

ESPAGNE

POUR MYSTIFIER LE PROLETARIAT

## «TOUT POUR LES ELECTIONS»!

BCinq morts en trois jours : décidément, la démocratie espagnole se porte bien. Cinq morts, c'est le même tableau de chasse que Franco, dans un ultime sursaut d'ignominie, avait légué à ses successeurs. Les balles de caoutchouc de la démocratie d'aujourd'hui sont aussi efficaces que celles des pelotons d'exécution "fascistes" de l'automne 75.

Mais le plus tragique dans la mort de ces manifestants, c'est qu'ils soient tombés dans une lutte qui n'est pas celle de leur classe, mais celle de la classe ennemie. La lutte pour la libération des prisonniers politiques, pour l'amnistie, peut être une lutte prolétarienne. Mais aujourd'hui, en Espagne et particulièrement au pays Basque, elle est entièrement canalisée par les divers mouvements démocratiques ou nationalistes, tous aussi bourgeois les uns que les autres.

De fait, les événements actuels du Pays Basque relèvent fondamentalement des difficultés qu'éprouvent les secteurs les plus "libéraux" de la bourgeoisie à se débarrasser des vestiges du régime franquiste.

Vestiges du passé que ces militants encore emprisonnés pour leurs activités contre le régime franquiste. La démocratie doit faire place nette dans les prisons afin de pouvoir demain y enfermer sans problèmes les combattants prolétariens qui ne seraient pas suffisamment convaincus de ses bienfaits. Cela ferait vraiment mauvais effet que ces derniers, qu'on s'apprête déjà à dénoncer comme "faisant le jeu du fascisme" se retrouvent derrière les mêmes barreaux que les adversaires reconnus de ce même fascisme. Car il ne faut pas

s'y tromper, la dénonciation de "toute violence d'où qu'elle vienne" par les partis parlant le langage "de la responsabilité et de l'esprit civique" (Carmacho, dirigeant du PE et des commissions ouvrières) ne s'applique pas seulement aux "Guérilleros du Christ Roi" ou aux terroristes de l'ETA, également vestiges, les uns comme les autres, d'une époque révolue : la principale cible des mises en garde, celui dont on condamne par avance toute violence, c'est le prolétariat lui-même. Car, comme dit Tomas Tueros, dirigeant "historique" des commissions ouvrières : "il faut redonner confiance au grand capital, pour qu'au lieu de fuir, il investisse dans notre pays. C'est cela notre politique responsable." (22 mai)

Dans un accès de radicalisme, emportés par leur propre euphorie anti-fasciste, les gauchistes espagnols et basques réclament la "dissolution des corps répressifs". Ramon Ormazabal, secrétaire général du PC d'Euskadi leur répond : "le mot d'ordre de dissolution des corps répressifs est démagogique car aucune société, même une société socialiste, ne peut se passer des forces de l'ordre" (22 mai). De son côté, Carrillo fait preuve de la même clarté : "Nous ne sommes pas des adversaires de l'armée. Nous voulons qu'elle soit une année près du peuple, pour défendre l'unité de la patrie et sa souveraineté." S'il est un legs du régime franquiste que la démocratie et ses chantres staliniens n'ont absolument aucune envie de liquider, c'est donc bien ces "forces de l'ordre" dont les prolétaires d'Espagne ont eu déjà maintes et

suite p.7

## du nationalisme à l'armement pour la guerre

• Autour des Etats-Unis d'un côté, autour de la Russie de l'autre, les blocs militaires se consolident. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ils n'ont pas cessé un seul instant de s'affronter par nations interposées. Le char démentiel de la guerre écrase et anéantit des populations entières d'opprimés en les provoquant les uns contre les autres, au nom d'une mensongère "lutte de libération nationale". Comme conséquence de la purulence de l'organisme social, la vie humaine ne semble pas devoir échapper à son destin infernal : la guerre.

Au moment où les menaces d'un conflit armé généralisé à la planète entière s'accumulent, le stalinisme part en campagne contre le crime "d'abandon de la défense nationale" commis par le giscardisme. C'est par un long rapport sur cette question d'une brûlante actualité et dont il embrouille sciemment les te-

nants et aboutissants, que le Comité Central du PCF donne libre cours à ses desseins nationalistes : pleine utilisation de la capacité des arsenaux et manufactures ; fabrication intensive des armements ; crédits de guerre ; armée permanente fondée sur la conscription obligatoire nous dit le long rapport de Kanapa.

Fidèle à sa longue tradition ultra-chauvine, mégalomane de la "grandeur française", gardien féroce du prestige gaulois, exalteur des pires préjugés d'orgueil nationalistes, le PCF réagit selon sa manière habituelle. Rénové et libéral, il ne pouvait pas faire moins pour la patrie que lorsqu'il était "autoritaire stalinien". Bien décidé à sauver les intérêts nationaux, il recrée l'atmosphère empoisonnée de mensonges ; il répète les slogans de 36 et, à nouveau, se propulse aux avant-postes de la préparation idéologique et matérielle à la troisième guerre impérialiste.

## LE MORCELLEMENT DES LUTTES PAR LES SYNDICATS

• "Le gouvernement doit se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard. Nous insistons, en effet, à une dégradation générale des choses, qui pourrait nous conduire à une situation incontrôlable. Nous sommes inquiets, préoccupés, angoissés même." (Bergeron, le 30-4-77).

Cette révélation d'un dirigeant syndical, et l'on sait que les syndicats sont le thermomètre de la bourgeoisie, indicateur beaucoup plus efficace que les Renseignements Généraux, ne fait que refléter l'inquiétude de cette bourgeoisie face à la poussée croissante des luttes de la classe ouvrière. En effet, si on assiste depuis quelques mois à une augmentation des grèves, on assiste aussi à une généralisation de celles-ci à des régions où il n'y en avait pas auparavant, et la plupart du temps dans des usines de dimension modeste. Cette extension des grèves manifeste un mécontentement généralisé et grandissant de la classe ouvrière face aux attaques qu'elle subit.

Si la droite doit se contenter d'essayer de désorienter les luttes des travailleurs, comme on a pu le voir lors de la grève des éboueurs parisiens où Chirac renvoyait au gouvernement et vice-versa, les syndicats, par contre, jouent parfaitement le rôle que l'on attend d'eux : ces chevilles essentielles de la bourgeoisie en milieu ouvrier participent activement au processus de dévoiement et de morcellement des luttes. Il leur faut à tout prix empêcher les explosions. Pour cela les syndicats déclarent que l'heure est à "l'action", et lâchent du lest dans des grèves de 24 heures ou des manifestations "unitaires" style 28 avril ou 24 mai. Cette

répétition des journées de grève n'a d'autre but que d'épuiser, de décourager les travailleurs dans des mouvements qui, s'ils ne servent pas la classe ouvrière, permettent aux syndicats d'avancer la mystification de la gauche au pouvoir, en disant que la lutte ne suffit pas.

Dans les secteurs privilégiés, les secteurs clé du capital, la tactique syndicale est très stricte : il faut absolument contrôler tout mouvement et empêcher toute généralisation (Renault, SNCF, sidérurgie...). Dans les secteurs moins importants, on peut laisser s'ouvrir une soupape de sécurité, surtout si elle est canalisée vers une hystérie régionaliste. Car un autre aspect des manoeuvres contre la classe ouvrière réside dans l'atomisation des luttes par l'enfermement dans le cadre local ou régional. La sidérurgie en est un bon exemple. La grève devient un problème à l'échelle d'une ville (journée "Thionville ville morte"), d'une région (journée "Ardennes mortes"), et, dans la foulée, pourquoi ne défendrait-on pas le "patrimoine régional" ou encore mieux, le "patrimoine national"? Les municipalités de gauche nous permettent de voir de plus en plus les "élus du peuple" dans les manifestations ou aux portes des usines, tels Deferre s'adressant aux grévistes de Gervais-Danone et stigmatisant cette multinationale qui s'oppose à l'intérêt national. Intérêt national de qui? -du capital.

Pour les syndicats, la nécessité de contrôler impérativement toute lutte implique la plus grande présence possible sur les lieux de production, mé-

suite p. 5

A la vigilance nationale ; à défendre par tous les moyens disponibles, y compris par l'arme atomique, les intérêts français, il appelle les forçats du capitalisme à faire cause commune avec leurs exploités. Pour sauver cette fleur d'abjecte civilisation qu'est la France, rien ne saurait être trop coûteux. Périissent des millions de travailleurs, mais que soient sauvés les intérêts du capitalisme français ! Personne dans la clique nationaliste ne pouvait sonner aussi fort dans le clairon de la "défense nationale" ; nul autre que lui, par l'influence acquise sur la classe ouvrière, ne peut plus parfaitement préparer celle-ci aux sacrifices inouïs que va lui imposer la "patrie en danger". Qu'on ne s'y méprenne pas : la campagne de contamination guerrière que vient à peine d'entamer le PCF complète et s'insère en toute logique à la suite de la politique fondée sur la "sauvegarde de l'entreprise française" puisque toute guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens.

"Il y a en France une classe ouvrière, un peuple, une jeunesse fiers et courageux, décidés à se faire respecter" conclut Marchais à la fin de la session du Comité Central. Et on tiendra à distance tout risque d'"agression extérieure" grâce au bouclier atomique. On ne lira plus un seul mot contre la bombe atomique ; plus une seule ligne engageant le Programme Commun à rejeter la construction de l'arme atomique, mais des tas de directives pour le sur-armement de la France. C'est tant mieux ! Ce type de déclaration sur 3 pages dans l'Humanité du 12 mai arrache le masque pacifiste qui recouvrait la face hideuse du stalinisme, cette infernale mécanique d'abrutissement et de meurtres, agent de l'apothéose du despotisme militariste et spoliateur.

C'est bien le parti de Thorez, d'accord avec Staline, "comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité" (1935) ; c'est bien le parti qui salue par des vivats le bombardement atomique d'Hiroshima qui s'explique aujourd'hui à visage découvert.

Puissent les récentes déclarations des "va-t-en guerre" du PCF faire comprendre à ceux qui en doutaient encore qu'il n'est pas un parti de réformes pacifiques, mais un parti militariste ; qu'il n'est pas un parti internationaliste, mais un parti nationaliste qui ne diffère de la droite la plus conservatrice que par sa capacité méthodique d'encadrement de la classe ouvrière.

Les prolétaires comprendront-ils enfin que, maintenant, comme hier, le PCF se fait le pourvoyeur de la chair à canon pour la prochaine hécatombe ? Comprendront-ils que le capitalisme les traînera sur les champs du carnage pour "résoudre" en sa faveur la crise ? Comprendront-ils enfin qu'eux seuls, organisés en classe dominante, peuvent libérer l'Humanité du cauchemar de toute guerre ? R. C.

-Certes, il déclare aujourd'hui l'austérité inacceptable, mais il est à prévoir que demain, comme ses homologues en Italie ou au Portugal, comme la gauche en Angleterre, il saura trouver les mots pour justifier cette "épargne du gaspillage" nécessaire au capital national. Les salaires, les diminutions de cadence deviendront alors le contenu de "cette opulence qui n'est pas ce que réclament les travailleurs" (Marchais).

Et, pour clore le tableau, on a pu pour une fois entendre une vérité sortir de la bouche d'un stalinien lorsque Marchais a affirmé, sous les rires confiants du monde capitaliste : "le PC existe depuis 60 ans. Depuis 60 ans, nous avons des cellules d'entreprises. Nous en avons maintenant 10 000. Qu'est ce que cela a changé?" Espérons que cet argument de poids aura convaincu les derniers hésitants sur le rôle essentiel d'encadreur de la classe que joue le PCF.

Oui, le PC a deux langages. Mais s'il est encore possible de faire des grandes phrases et des grandes promesses dans l'opposition, il sera plus difficile demain, face à la réalité de la crise et aux impératifs que la "sauvegarde du capital national" imposera à la gauche au pouvoir, de continuer ce cirque "peu responsable"... Et Marchais retrouvera probablement les accents de Thorez, pour répéter aux travailleurs, le bâton de contremaître à la main : "Travailler d'abord, revendiquer ensuite..."

D. T.

## MISERE D'UN PLAN ET PLANS DE MISERE CONTRE LE PROLETARIAT

• Du strict point de vue de la science économique bourgeoise, le plan Barre (bis), c'est bien la montagne qui accouche d'une souris ! Nous tenons là une nouvelle preuve qu'à l'heure de sa crise aiguë, le capitalisme décadent n'a que l'ignorance de ses propres conditions à théoriser.

Le produit sorti, tout fumant, du cerveau réputé fécond du professeur Barre n'en étonne pas moins par la fausse inventivité de ses "recettes". Au pur plan technique, les studieuses recherches de notre petit génie économiste se ramassent dans un tripatouillage budgétaire et fiscal éculé. De son ingéniosité bricoleuse, Barre, dans son plan anti-inflation, nous avait déjà administré la mesure, avec les manipulations sur le taux de TVA (depuis, il a du corriger en hausse sa prévision annuelle!). C'est d'un semblable assaut d'astuce qu'il prétend, aujourd'hui, s'attaquer au chômage, avec de lumineuses trouvailles du genre : recrutement de vacataires -voire à temps partiel! dans les PTT ; financement de l'intervention étatique par la hausse du prix du super!

Pris dans la tenaille infernale de la crise, le plan Barre ne pouvait rien moins être qu'un plan de "relance". Tout au contraire, la faible prime qu'il offre à l'investissement laisse préjuger d'une brutale rechute de la production nationale en 1978-79, donc d'un chômage accru ! Grévé par l'échéance législative, le plan se devait encore d'effacer son aspect économiste derrière le souci politique. Il est bien à l'image d'un gouvernement transitoire dont la fonction d'attente est de maintenir un certain statu-quo économique et social, seul capable de préserver les très maigres chances de la droite.

Mais la survie du capitalisme impose ses exigences au delà de l'étroite conjoncture. Après le blocage des salaires, la loi Veil sur la sécurité sociale, la farce des primes d'encouragement à l'auto-exportation des chômeurs, jeunes ou immigrés, marque l'endroit du plan Barre (bis) où perce le mieux sa signification objective profonde : aménager l'austérité anti-ouvrière, vitale pour le capital. Exporter une partie des chômeurs n'est pas au demeurant créer de l'emploi pour les autres, mais le capitalisme, en la personne de M. Barre, ne pouvait pas mieux faire l'aveu de sa faillite qu'en présentant cyniquement son inhumaine nécessité sous le nom de "plan pour une juste répartition sociale de la pénurie".

Par rapport au plan, la gauche a tenu son rôle de force de rechange de la bourgeoisie avec une dignité d'autant plus remarquable que la droite livrait le répugnant spectacle de la décomposition politique avancée. Dénonçant, avec force gorges chaudes, la misère (!) du plan à l'Assemblée, la gauche a fourni au reste de sa classe un gage de sa pleine capacité mystificatrice. La classe ouvrière doit comprendre que si la gauche juge le plan insuffisant, c'est dans le seul sens qu'il n'impose pas l'austérité de façon assez décidée.

A une suite déjà impressionnante de plans, tous aussi vains les uns que les autres, mais de plus en plus directement dirigés contre la classe ouvrière, les partis de gauche se proposent donc, après "actualisation", d'ajouter le leur. Dans le même sens, mais avec plus de poigne. Quand il se meurt, le capitalisme n'a pas trente six techniques de rechange, et, à cet égard, le face à face Mitterrand-Barre n'a rien mieux montré qu'une touchante fraternité de la bourgeoisie devant la crise persistante. Si la préoccupation de fond reste partout identique, PC et PS, en raison de leur masque ouvrier, sont néanmoins, en France comme ailleurs, les partis de la bourgeoisie les mieux armés aujourd'hui pour faire entendre au prolétariat l'âpre raison du capital, avec la force d'appoint des gauchistes.

Quand Mitterrand I succédera à Barre II, les chorales syndicales seront moins sonores, dans des défilés plus rares. Sous le talon de fer de la gauche, la classe ouvrière affamée et réprimée au nom de "l'austérité socialiste", recouvrera alors bien forcément sa vraie voix de douleur et d'espoir du monde, contre tous les plans de misère de la bourgeoisie.

Mx

## P.C.F. suite de la p.1

Le PC est en effet celui qui dispose de l'appareil le plus élaboré de contrôle de la classe ouvrière, et il sait que sa force repose sur sa capacité à faire accepter les mesures nécessaires à cette classe. C'est pourquoi il prend soin de conserver un langage pour les ouvriers, et un autre pour le reste de la classe dominante. Pourtant, le jeu acrobatique auquel il doit se livrer pour concilier l'inconciliable est toujours délicat et, quand on a un équilibre aussi pataud que Marchais, il faut s'attendre à quelques chutes : il a fallu à "l'Humanité" multiplier les affirmations de bonne foi pour rattraper l'image de contremaître du capital qu'avait donnée Marchais face aux patrons. L'éditorial au lendemain du face à face titrait : "les communistes n'ont pas deux langages : devant les patrons, comme ils le font en toutes circonstances, ils montrent clairement qu'ils défendent les intérêts des travailleurs, et que leurs propositions visent à améliorer le sort de ceux qui souffrent et travaillent, en même temps qu'à préserver le potentiel national et assurer les conditions de son développement". (Roland Leroy).

Reprenons quelques uns des bons mots de Marchais, qui, pour une fois, exprimait clairement que lorsqu'on prétend défendre les intérêts de la classe ou-

vière et ceux du capital national en même temps, on ne fait que défendre le second.

-Certes, le PC braille qu'il faut "faire payer les riches", qu'il "expropriera les monopoles", qu'il faut "supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme"... mais tout cela est assimilé à une expropriation des monopoles... au profit du monopole de l'Etat. Et encore, devant les patrons craintifs de voir leur boutique nationalisée, Marchais a-t-il pleurniché : "les nationalisations ne touchent que 15% des travailleurs... ils vous restera donc 85% des travailleurs à faire travailler". En termes de négociation de la marchandise que constitue la classe ouvrière, nous en exploiterons 15% avec nos méthodes étatiques, et il vous en restera 85% à exploiter selon vos méthodes.

-Certes, il clame son intention de "faire participer les travailleurs à la direction de l'économie", mais il n'est pas question de toucher au pouvoir de décision des chefs d'entreprise, et s'il propose une telle chose, ce n'est, croyez-le, il est sincère, que dans un

but de rentabilité : "les travailleurs au 20ème siècle veulent être traités en hommes". D'ailleurs, ce sera plus efficace pour l'exploitation assurément. Et quand on lui demande si le PC au pouvoir acceptera les grèves et les revendications, la seule réponse que peut donner Marchais est : "Séguy et Maire n'ont rien à craindre". En clair, grèves et revendications encadrées par les syndicats, d'accord, mais attention aux autres...

# L' AUSTERITE A L' ECHELLE D' UN BLOC

Chez la première puissance économique mondiale, la mise en place d'un programme de restriction ne peut uniquement avoir une portée nationale. Carter est aujourd'hui encore plus à même, en dormant l'exemple, de demander encore plus de sacrifices à ses partenaires européens et japonais qui l'ont cependant précédé sur cette voie. L'austérité aux USA, dans la mesure où les intérêts de ceux-ci sont difficilement séparables de ceux de l'ensemble de leur bloc, signifie de fait l'austérité à l'échelle du bloc, comme le démontre la récente Conférence de Londres.

Cette Conférence a marqué un pas dans le renforcement du bloc américain. Si elle se manifeste par une fuite en avant au niveau économique, la "meilleure" répartition des tâches au sein du bloc, tant au niveau économique que militaire manifeste une plus grande homogénéisation du bloc. Avec la dégradation toujours plus forte des économies européennes, les Etats-Unis sont mieux à même d'imposer leur politique. Depuis les USA, jusqu'à l'ensemble de leur bloc, ce qui se manifeste, c'est une marche en avant dans l'austérité et la fuite dans l'économie de guerre.

## DERRIEU LE PLAN ENERGETIQUE: L' AUSTERITE

Le capitalisme américain se met à l'heure de la crise, et derrière le plan énergétique présenté par le président Carter, c'est bien d'un plan d'austérité qu'il s'agit. Dans sa "causerie au coin du feu" devant les chaînes de télévision américaines, celui-ci donne le ton, n'hésitant pas à parler d'épreuve la plus dure à laquelle notre pays aura à faire face pendant des générations.

Les américains sont prévenus, leur bourgeoisie ne voit pas d'issue à court terme à la crise puisque l'horizon du plan se définit lui-même à 1985. C'est sur des "générations" qu'il faudra faire des sacrifices au nom de la défense patriotique de l'intérêt national. Avec le prétexte tout trouvé de l'hiver exceptionnel qui a paralysé l'économie, fort de la majorité démocrate du Congrès, Carter est à même d'imposer, à la faveur du consensus national qu'il a créé autour de lui, ce plan d'austérité que ses prédécesseurs Nixon et Ford n'étaient pas parvenus à mettre en place, en butte à l'opposition résolue du Congrès et de larges secteurs de l'appareil d'Etat qui, aujourd'hui, se retrouvent aux côtés de Carter : les syndicats notamment. Même s'ils expriment de nombreuses réticences, mais aussi les organisations écologiques de défense de l'environnement pour qui le pétrole est toujours la bête noire et les organisations "consuméristes" derrière leur porte-drapeau : Ralph Nader.

C'est en effet derrière la bannière du patriotisme, de l'écologisme et de la défense du consommateur que se cache le programme d'austérité qui marque un pas en avant vers la mise en place d'une "économie de guerre" chez le premier gaspilleur de la planète.

Nous assistons au renforcement du contrôle de l'appareil d'Etat sur l'économie au travers d'une réglementation de l'utilisation des ressources énergétiques, par la mise au pas plus stricte des "multinationales" déjà bien affaiblies dans la mesure où la dégradation du marché mondial est encore plus forte que celle du marché intérieur américain, et à une accentuation de la tendance à l'autarcie par la diminution des importations énergétiques et le développement de la production charbonnière aux Etats-Unis même.

A un autre niveau, si, d'un côté ces mesures d'austérité permettent d'accélérer la tendance au capitalisme d'Etat, elles touchent aussi directement la classe ouvrière dans son niveau de vie. La réévaluation du prix sur le marché intérieur des produits issus du pétrole sur les cours du marché mondial va le faire tripler. D'autre part, la

mise en place d'un programme d'austérité à l'échelle fédérale est complétée par les budgets d'austérité des principales villes des Etats-Unis telles New-York dont la municipalité a équilibré son budget au travers d'une amputation draconienne de ses charges sociales (allocations chômage, prime aux déshérités, etc.).

000

La mise en place par le capital américain de ce programme est le démenti cinglant qu'apporte la crise à toutes les théories "tiers-mondistes" prétendant que les pays les plus puissants profitent la crise aux dépens de leurs confrères plus faibles, ou que de fait le prolétaire d'Amérique du Nord exploite son camarade du tiers-monde. S'il est vrai qu'au travers de leur puissance économique, de leur poids sur le marché mondial, les USA peuvent exporter en partie les effets de la crise sur les nations les plus faibles, le capital US n'échappe pas pour autant à la dure sanction de la crise économique mondiale, et lui aussi subit les effets dévastateurs de la saturation du marché mondial : inflation, chômage, etc. Nulle nation capitaliste, et toutes le sont, n'échappe à la banqueroute du système, même si elle résiste plus ou moins bien.

Et les premiers sur qui se répercutent les effets de cette crise, ce sont les travailleurs qui voient leur niveau de vie attaqué par l'inflation, leurs conditions de travail se dégrader au sacré nom de la rentabilité et de la défense du capital national, c'est sur eux que pèse le chômage, c'est à eux que l'on demande toujours plus de sacrifices. Que les prolétaires soient d'Amérique, d'Europe, d'Afrique ou d'Asie, ils n'ont pas d'intérêts particuliers à défendre. La crise se charge bien d'homogénéiser leurs conditions de vie sur l'ensemble de la planète, partout ce que le capital leur propose, c'est toujours plus de misère et de guerres.

Si les leçons de l'histoire échappent à beaucoup, personne par contre n'échappe à ses leçons, et le lent travail de sape de la crise se charge aujourd'hui de renvoyer aux oubliettes de l'histoire toutes les théories fumeuses et les illusions issues de la période de reconstruction de l'après-guerre. Chaque jour un peu plus dévoile la barbarie du capitalisme décadent et l'impasse dans laquelle il entraîne l'humanité. Et, que ce soit à New-York ou à Luanda, le prolétariat retrouve son chemin de classe, et ouvre à l'humanité la perspective de la révolution communiste.

## UNE CONFERENCE POUR LE RENFORCEMENT DU BLOC

une situation économique qui ne cesse de se dégrader : maintien de la poussée inflationniste, niveau record du chômage (officiellement chiffré à 15 millions pour les seuls Etats réunis à Londres), situation monétaire toujours plus préoccupante, marasme dans l'industrie qui prépare une chute massive des investissements dans les secteurs-clefs pour le les mois à venir ; une surenchère dans la course aux armements entre les deux "grands", alors même que la rivalité entre les blocs multiplie les foyers d'affrontement sur le continent africain ; une crise politique de plus en plus aiguë qui, au nord comme au sud, affecte la plupart des pays européens : c'est devant cet ensemble de préoccupations que les dirigeants des principaux Etats industrialisés du bloc occidental se sont retrouvés à Londres lors du "sommet" de leur bloc.

Sous l'impulsion d'un Carter, consacré par sa prestation vedette à grand spectacle, menant rondement les "négociations" sur un pied d'apparente égalité avec ses compères, les tractations sont allées bon train.

Rien n'a filtré des conversations de couloirs où, comme lors des précédentes conférences de ce genre (Rambouillet, en novembre 75, Porto-Rico en juin 76) n'ont pu manquer les "échanges de vue" sur une bonne partie des inquiétudes majeures du bloc : le climat social tendu en Europe et pour le moins troublé en Espagne et surtout en Italie, la situation politique -notamment de l'Italie et de la France où, face à un gouvernement minoritaire paralysé, la mise en place d'une relève "de gauche" s'avère de plus en plus urgente mais où la présence du PC à la porte du gouvernement ne laisse pas d'inquiéter les USA. On doit se souvenir des fracassantes "révélations" de Schmidt, un mois après Porto-Rico, annonçant les sanctions économiques envisagées en cas d'arrivée du PC italien au pouvoir. Après les remous provoqués par ces déclarations, nul doute que, cette fois, les "recommandations" de favoriser la venue au pouvoir d'équipes de gauche pour conjurer la pression sociale resteront plus discrètes.

Plus ouvertement, la pression américaine s'est exercée pour faire accepter par les autres Etats partenaires du bloc les mesures d'austérité que requiert la situation, ceci non pour enfoncer davantage les pays européens alors que l'économie de certains d'entre eux (Portugal, Italie, Grande-Bretagne) est déjà quasiment portée à bout de bras par les puissances plus robustes

(USA, RFA) mais afin de mieux répartir le fardeau de ces mesures et d'imposer aux vassaux indociles (RFA et Japon) la nécessité de se plier aux intérêts du bloc.

Mais, à travers ce réajustement d'une politique d'austérité du bloc, éclate d'autant mieux l'absence de solution globale à la crise. Les vaines palabres sur le chômage ou les expédients techniques du style accroissement des crédits de la banque mondiale et du FMI ne traduisent qu'une étape dans la manifestation de la crise elle-même.

Autre élément mis en avant dans la nécessité du renforcement des blocs, axe du sommet : l'importance accordée à l'accroissement de l'effort militaire démontre également la volonté américaine de répartition des tâches au sein du bloc, c'est-à-dire de voir l'Europe participer plus activement à la défense du bloc. D'une part, dans l'approbation publique par Carter de l'intervention française au Zaïre, marquant l'insertion plus grande de la France au sein du pacte atlantique, est consacré le rôle de gendarme qu'elle est appelée à jouer en Afrique. D'autre part, l'évocation du problème de Berlin reflète la pression exercée sur la RFA pour l'accroissement de son potentiel militaire en tant que principal bastion stratégique de la défense de l'OTAN en Europe.

La participation de Carter au sommet de l'OTAN suivant immédiatement la Conférence de Londres traduit bien les préoccupations américaines en ce domaine : redorer son blason et se donner les mains libres pour mener sa campagne idéologique de moralisation en laissant à d'autres le soin de se salir les mains. sa campagne idéologique de moralisation en laissant à d'autres le soin de se salir les mains.

En fait, ce sommet reflète l'exacte dimension du caractère insurmontable des contradictions qui assaillent la bourgeoisie aujourd'hui. Que ce soit à travers la création de nouvelles masses monétaires, la répartition entre les Etats d'une austérité toujours accrue, en favorisant la relance vers une économie de guerre ou en escomptant ses profits de la préparation idéologique de celle-ci, tous les pas de la bourgeoisie, toutes les mesures qu'elle précipite dans une fuite en avant dans la crise et l'entraînent davantage dans le tourbillon du cycle infernal du capitalisme.

Y. D.

## INDE / PAKISTAN

# CHAOS SOCIAL ET JEU DES BLOCS

Les derniers affrontements se déroulant au Pakistan entre le parti populaire pakistanais du premier ministre Bhutto et l'alliance nationale pakistanaise -coalition des partis de droite, s'ils expriment la profondeur du niveau de décomposition sociale atteint dans le pays, s'inscrivent néanmoins d'emblée à l'échelle internationale dans le cadre d'une consolidation de la mainmise du bloc américain dans le sous-continent indien.

La partition du continent indien en 1947, dans une période historique qui ne laisse aucune possibilité à de nouvelles nations de se développer économiquement et les oblige de ce fait pour survivre à mener des guerres incessantes de rapines à l'ombre de blocs impérialistes, plongeait non seulement le Pakistan dans une misère incurable, mais le plaçait face à l'Inde en position antagonique constante et profonde qui devait se solder par toute une série de conflits : 1947-49 à propos du Cachemire, 1965- dont le dernier en date de 1971 devait s'achever par la sécession du Bengale, privant le Pakistan de sa seule source de devises étrangères que constituait l'exportation de jute -ce qui entraîna une chute de 40 % du montant de son FNB. Le démembrement le priva également d'un marché essentiel.

Cette catastrophe économique, résultat de sa défaite militaire devant aboutir, afin de maintenir le pays en vie, à deux grandes mesures qui consistèrent, d'une part, à la mise en place d'une politique systématique de capitalisme d'Etat aboutissant notamment à la nationalisation des banques, des assurances et de toute une série d'industries, d'autre part, en une aide massive du bloc occidental.

Mesures qui, dans le cours de crise économique mondiale ne suffirent même pas à maintenir le niveau de misère endémique de la population à son stade habituel, les conditions de vie de celle-ci allant au contraire en s'aggravant. Ainsi, depuis dix ans se succèdent régulièrement soulèvements et émeutes. Révoltes meurtrières de 1968-69 sur lesquelles le PPP, en les appuyant, avait acquis un crédit - flambée de violence à la suite de la défaite de 1971 qui contraignit l'armée à remettre le pouvoir à Bhutto alors seul capable d'endiguer la fureur populaire et de conduire une politique de prise en charge de l'économie par l'Etat.

Les derniers déchirements sociaux mettent en relief l'exacerbation du niveau de décomposition totale de la société pakistanaise où tous les aspects de la vie sociale connaissent le déchirement, que ce soit au travers de la crise

économique ou bien du FNB par habitant, un des plus bas du monde, aujourd'hui (environ 650 francs). De la crise sociale, ou toutes les catégories de la population se soulèvent : grèves ouvrières dans le port de Karachi, colères immenses des fonctionnaires, paysans et montagnards, recrudescence des mouvements autonomistes, notamment du Balouchistan, révolte de la fraction de la bourgeoisie attachée à la propriété individuelle en lutte contre son élimination. De la crise politique, qui est telle que le regroupement de neuf groupuscules, dont six religieux, n'ayant aucune existence réelle jusqu'alors et n'exprimant que le paroxysme de l'archaïsme politique s'est vu projeté sur le devant de la scène. Seule l'intervention directe de l'armée en tant que force politique a pu maintenir le PPP au pouvoir au prix de centaines de morts et d'emprisonnements. Malgré cela, Bhutto a dû faire de nombreuses concessions, notamment concernant les nationalisations.

L'armée, clé de voûte de la situation, comme c'est le cas dans la plupart des pays sous-développés, a de plus en plus de mal à assurer son rôle de pilier social. C'est dans ce contexte de chaos économique et de désagrégation de la vie politique que le Pakistan voit s'amorcer

chez son principal rival l'Inde, un processus de réintégration du bloc occidental qui marqua son point d'achèvement avec la victoire du parti Janata lors des dernières élections indiennes (cf. RI n° 37). Se retrouver sous la même aile protectrice que son voisin et ennemi était d'autant plus insupportable pour le Pakistan qu'existe la crainte que la "force" économique et politique de la "plus grande démocratie du monde" emporte les faveurs du bloc dominant au détriment de ses propres intérêts nationaux, et cela essentiellement en cas de renouvellement d'un conflit. C'est cette situation de recherche d'une meilleure défense de l'intérêt national qui mena Bhutto à tenter de desserrer l'étreinte américaine, notamment en cherchant à se doter d'une capacité nucléaire propre, qui lui aurait permis de faire jeu égal avec l'Inde sur le plan militaire.

Cette défiance à l'égard du bloc américain offrait le risque, pour les protecteurs, de la déstabilisation d'une emprise devenant quasi totale sur la région mais aussi de voir l'appartenance du Pakistan au bloc occidental remise en cause.

C'est pourquoi toute la politique développée par les Etats-Unis dans ce pays a consisté à utiliser la révolte des op-

suite p. 5

# LES NOCES DE L'ANARCHISME ET DE L'ETAT BOURGEOIS

"Le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, AVEC LEURS POINGS NUS, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, ARMES JUSQU'AUX DENTS. Le 4 mai 1937, ces mêmes prolétaires, MUNIS D'ARMES, laissent sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet, lorsqu'ils doivent repousser Franco, et c'est le gouvernement antifasciste - comprenant jusqu'aux anarchistes et dont le POUV est indirectement solidaire - qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers". (Bilan 1937, publié dans la Revue Internationale n°7).

On ne peut expliquer l'évolution de ce rapport de forces que par la critique des organisations "ouvrières" qui participèrent directement à l'instauration du front antifasciste, celui-là même qui précipita le prolétariat international dans la deuxième guerre mondiale trois ans plus tard ; ce qui ne fut réalisable que par le triomphe de la contre-révolution et l'anéantissement des perspectives ouvertes par la révolution d'octobre.

Le prolétariat mondial, qui s'était lancé à l'assaut du monde capitaliste dans les années 20, fut définitivement écrasé en 1927 à Canton, dix ans après avoir détruit l'appareil d'Etat russe. Une longue série de revers s'ouvrait alors pour lui, et, pendant quelques années, le capitalisme allait s'abreuver du sang des ouvriers dans toute l'Europe. Triomphant, il allait même avoir raison du "bastion" prolétarien soviétique qui, jetant aux orties les principes vitaux de la révolution prolétarienne, proclamait en 27 "le socialisme en un seul pays" et contribuait (cf. RI 37) à la répression de l'insurrection ouvrière en Chine. La période qui s'ouvrait allait être la plus noire de l'histoire du mouvement ouvrier et trouvait son apogée d'horreur dans la deuxième boucherie mondiale.

Vaincu physiquement sur tous ses fronts, vaincu idéologiquement par les manoeuvres stalinienues de l'IC, le socialisme en un seul pays, le prolétariat n'avait plus la force de s'opposer aux plans du capital, de proposer la révolution à la barbarie montante. La solution de la bourgeoisie à la crise de 1929 fut l'embrigadement de l'ensemble de la population dans les camps fasciste ou démocratique ; de là allait naître, sans fards, ce qui était et ce qui est l'unique solution à la crise, la guerre mondiale.

De par les conditions spécifiques du développement du capitalisme au cours du siècle dernier, la tradition ouvrière en Espagne s'inspirait bien plus de l'anarchisme que du marxisme, et c'est grâce à cet "accident" de l'histoire que l'idéologie contre-révolutionnaire de l'IC n'imprégnait pas la lutte de classes dans ce pays avec la même force destructrice que dans les autres pays d'Europe. Le prolétariat en Espagne se montrait extrêmement combatif, extrêmement dangereux pour les plans de guerre impérialiste que préparait le capital. Il fallait donc l'écraser d'abord pour faciliter son enrôlement et, par suite, celui de la classe au niveau international. Et les coups de canon tirés contre lui résonnaient comme l'écho lugubre de ceux qui avaient ravagé le prolétariat quinze ans plus tôt, et, comme l'augure sinistre de ceux qui allaient le crucifier au champ d'horreur de la deuxième guerre mondiale.

## le 19 juillet 1936

La dictature de Primo de Rivera avait maintenu le prolétariat dans un état de misère noire ; la crise de 29 fut si terriblement ressentie que le capital dut se débarrasser du dictateur, sous la pression des luttes ouvrières. La République qu'il instaure établit un programme de réformes visant à mystifier le prolétariat de façon à le détourner de sa lutte autonome, laquelle, sous la pression notamment des organisations CNT-FAI (1), se radicalisait toujours plus.

La République espagnole a fort à faire pour maintenir l'ordre social, mais les démocrates n'ont rien à envier aux fascistes quand il s'agit de mater les grèves, et ils le prouvent en n'hésitant jamais à tirer sur les grévistes. Par la férocité de ses mesures répressives, par ses attaques constantes contre la classe ouvrière, la gauche et la République ont rempli leur contrat : faire le lit de la réaction. Le moment semble venu pour les droites de remplir le leur : écraser le prolétariat, en finir avec le "désordre social". Le 17 juillet 1936, deux ans après le massacre des prolétaires aux Asturies, Fran-

co tente le coup d'Etat, et c'est le soulèvement militaire au Maroc espagnol, qui, théoriquement, doit être suivi le 19 par le soulèvement militaire dans toutes les garnisons d'Espagne.

Le 19 juillet 36, à Barcelone, le prolétariat entier est dans la rue, prend des casernes d'assaut, fraternise avec d'autres, s'arme au fur et à mesure que la situation évolue à son avantage. Le "pronunciamento" a échoué, la Generalidad de Catalogne est complètement débordée et s'efface devant la poussée ouvrière. Celle-ci constitue des milices qui se chargent de nettoyer la ville ; les armes à la main, elle pose ses revendications de classe et commence les expropriations d'entreprises ; le 20, la CNT proclame la grève générale.

Les militants de la CNT jouent un rôle très important dans cette période. Companys, président de la Generalidad, félicite le syndicat libertaire pour sa victoire, lui qui, quelques jours plus tôt, lui REFUSAIT DES ARMES ; reconnaissant le pouvoir des ouvriers comme le seul existant réellement en Catalogne, il propose une alliance entre la Generalidad et la CNT, faute de quoi il ne lui reste qu'à démissionner. La CNT, mise au pied du mur, maîtresse de la ville et de la région, ... accepte le compromis !

"Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Generalidad et imposer à sa place le véritable pouvoir du peuple, mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes aux dépens des autres. La Generalidad resterait avec d'autres avec le président Companys à sa tête, et les forces populaires s'organiserait en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi naquit le Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne (CC) où nous fîmes entrer tous les secteurs politiques, libéraux et ouvriers" (Santillan, leader de la CNT, "Por qué perdimos la guerra"). La composition de ce CC va des anarchistes au Préfet de Barcelone en passant par le POUV et les délégués de la Generalidad.

La CNT se trouve pour la première fois à la tête d'un mouvement qui éclipse réellement le gouvernement dans une région entière, la plus riche d'Espagne qui plus est. Les chances de survie du gouvernement représenté par la Generalidad dépendent totalement de l'orientation que la CNT va donner à la lutte ; c'est dire que les intérêts du prolétariat, inversement, dépendent aussi de celle-ci. Le souffle révolutionnaire qui anime la classe dans les premiers jours de juillet 36 grâce en partie au dévouement et aux sacrifices de militants anarchistes qui ne s'épargnèrent pas dans ces moments historiques, ne pouvait se développer que par la poursuite de la lutte engagée sur un terrain de classe contre le capital : destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, instauration d'un pouvoir basé sur les Conseils, main-mise sur l'appareil bancaire. Ces mesures conscientes étaient les conséquences objectives des mesures déjà prises spontanément : armement du prolétariat, liquidation de l'appareil militaire et policier de l'Etat, expropriations.

Et c'est le moment que choisissent les anti-étatistes pour collaborer avec le gouvernement républicain, donnant ainsi à la bourgeoisie un gage exemplaire de la respectabilité de l'idéal anarchiste : il n'était pas question de pousser les ouvriers dans la voie de la dictature sur l'ensemble de la société, toute dictature étant par définition le MAL. L'histoire n'a, hélas, que faire des principes moraux basés sur le BIEN et le MAL. Dans les moments de conflits exacerbés entre les classes, il n'existe pas de position "de juste milieu".

De fait, la CNT-FAI contribua objectivement à restaurer la dictature capitaliste, cautionnant ainsi l'Etat bour-

geois et l'aidant à retrouver les moyens de contrôler la situation. Ce premier baiser de paix ne faisait qu'augurer des futures étreintes amoureuses entre la CNT et l'Etat.

Miraculeusement sauf, celui-ci entreprend immédiatement de reprendre les choses en main et y parvient en quelques mois par la militarisation des milices et de la production.

## la militarisation des milices

Les milices sont donc centralisées par le gouvernement et rapidement envoyées sur le front militaire pour servir de chair à canon. Par l'intermédiaire de la CNT et du POUV, la bourgeoisie fait croire aux miliciens qu'ils vont se battre pour protéger la "révolution" qui s'achève à l'arrière. Ce faisant, elle pousse le prolétariat hors du terrain de la lutte sociale vers celui de la guerre militaire entre fractions de la bourgeoisie. Le 25 août, le plénum de la CNT, adoptant le mot d'ordre "toutes les armes sur le front", conclut un accord sur le désarmement de 60 % des miliciens à l'arrière, accord qu'elle se charge de faire respecter si besoin est.

Le 26 septembre est un grand jour pour la bourgeoisie catalane : les manipulations de Companys aboutissent à la formation d'un gouvernement de la Generalidad auquel participent CNT et POUV. Le rôle des organismes ouvriers issus du 19 juillet est réduit à celui d'auxiliaires, d'exécutants. Pour justifier cette volte-face, Santillan déclare : "Tout pour obtenir l'armement et l'aide financière pour le succès de notre guerre". Et "Solidaridad Obrera" explique naïvement le 27 : "Il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persistât la dualité de pouvoir". Ainsi sont présentés tous les reculs du mouvement ouvrier comme des pas en avant de la révolution en marche vers le communisme-libertaire. Le 10 octobre, se dissout le CC des milices et, le 9, un décret approuvé par les ministres de la CNT en Catalogne et le POUV abolit "les comités locaux et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement des rebelles". Le baiser de paix de juillet s'est converti en fiançailles. Le gouvernement central de Madrid respire : les anarchistes rentreront bientôt au gouvernement Caballero, qu'ils soutiennent déjà officiellement, depuis le 4 novembre, par la présence de leurs délégués dans les ministères.

Le 10 octobre est publié le décret militarisant les milices. Les comités nationaux de la CNT envoient aux fronts des délégués qui s'efforcent de convaincre les miliciens de l'urgence de cette mesure, alors qu'ils avaient fait de l'antimilitarisation un de leurs mots d'ordre. Quelques unités de miliciens rebelles seront rapidement raisonnées par la raison d'Etat.

"Pour chaque bain de sang prolétarien, la bourgeoisie fera un pas vers la gauche" (Bilan n° 36). Si la prise de Badajoz par les "nationalistes" le 14 août et celle d'Irun le 5 septembre ont été la cause directe de la mise en place du gouvernement de Front Populaire soutenu par les libertaires, de nouveaux revers militaires et la menace sur Madrid forcent les derniers pudeurs de la CNT et provoquent son entrée au gouvernement remanié du 4 octobre. Pour la CNT, "... les circonstances ont changé la nature de l'Etat espagnol. Il a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat n'est plus l'organisme qui divise la société en classes" (Santillan, le 13 septembre). Ainsi, les noces de la CNT avec l'Etat entrèrent-elles dans l'histoire des amours célèbres.

Le mot d'ordre CNTiste "tous à l'usine ou au front" est avant tout celui de l'Etat, et celui-ci se renforce dans la seule mesure où les ouvriers quittent le terrain de leur lutte politique pour se diriger vers celui de la guerre. Si la classe ouvrière refuse la mobilisation militaire, il faut lui donner l'illusion que c'est elle qui mène la lutte militaire contre le fascisme. Les échecs militaires, les saignées dans les rangs prolétariens, se chargeront sur ce terrain d'imposer la militarisa-

tion des milices, et leur liquidation. La CNT joue un rôle capital dans cette mystification car en se refusant à détruire l'appareil d'Etat bourgeois, "au nom des principes anti-autoritaires" elle va se trouver amenée, de concession en concession, à participer de plus en plus directement à la politique de celui-ci, jusqu'à y accepter des postes ministériels, consacrant ainsi toute la politique anti-ouvrière menée depuis juillet. Sur le même plan, puisque la classe ouvrière refuse la surexploitation du capital, il faut lui donner l'illusion qu'elle maîtrise la production pour lui faire consentir les sacrifices de l'économie de guerre. C'est encore la CNT qui se charge de la besogne, en faisant accepter aux ouvriers au nom de la sacro-sainte autogestion des sacrifices qu'ils n'auraient jamais accepté sans lutter de la part d'un patron.

Pour être prolétarienne, la lutte des ouvriers doit se diriger, par tous les organismes qu'ils créent, contre l'Etat. Faute de quoi, le capital reprend le contrôle de la situation et ces mêmes organismes sont tournés contre la classe. Ainsi, alors que les milices ouvrières spontanément créées sont des organismes révolutionnaires, ils deviennent des instruments de contrôle sur la classe par l'Etat dès que le CC des milices est mis en place ; l'envoi des milices au front, et, plus tard, les militarisation le prouvent. Les expropriations spontanées étaient des mesures révolutionnaires, elles deviennent des instruments de contrôle de l'Etat quand est créé, à l'initiative de la Generalidad et de la CNT, le Conseil Central de l'Economie de Catalogne (le 11/8), qui militarise l'industrie et interdit grèves et revendications "pendant que nous sommes en guerre".

Parce que son idéologie apolitique et antiautoritaire, son incompréhension de la nature de classe de l'Etat lui interdisent d'exercer son influence vers la destruction politique de celui-ci ; parce que cette inconscience de classe fondamentale lui interdit la lutte politique, la CNT-FAI est directement responsable de la victoire politique de la bourgeoisie : le massacre des ouvriers sur le front antifasciste. Cette inconscience amènera, "sous la pression des événements", sa participation au gouvernement de la République. Aux côtés des stalinienues, des sociaux-démocrates et des républicains, elle prendra sa part dans le massacre final des ouvriers en mai 37.

## les journées de mai

Fort de l'appui anarchiste, le pouvoir décide d'en finir avec les ouvriers de Barcelone. Les forces du Front Populaire se déchainent contre le bastion prolétarien affaibli par des mois de guerre et de privations. La bataille dure trois jours, la ville se couvre de barricades... les ouvriers restent maîtres de la ville au prix d'énormes pertes. La Generalidad tremble à nouveau : Companys désapprouve le commissaire à l'Ordre Public qui a commandé le coup de force, et il tente de repasser des accords avec la CNT-FAI, : cessez-le-feu et statu-quo militaire, retrait des policiers et des civils armés. Au nom de l'"ennemi commun" Franco, la CNT appelle les ouvriers à déposer les armes - affirmant que le gouvernement va intervenir équitablement et désavoue énergiquement tous ceux qui veulent mener la lutte jusqu'à ses dernières conséquences contre l'Etat. Définitivement désarmé par cette ultime trahison, le prolétariat ne relèvera plus la tête. L'Etat a triomphé. Et les leaders de la CNT peuvent fanfaronner aujourd'hui : "... La CNT a la conscience tranquille ! Elle ne s'est jamais sali les mains, ni avec la barre du pouvoir, ni avec la boue du parlementarisme, ni avec les partis politiques !" ("Monde Libertaire" avril 77).

L'autogestion et l'apolitisme nous préparent des lendemains oui saignent, si la classe ouvrière néglige comme en 36 de faire la critique de l'anarchisme par les armes.

Moro

(1) CNT : Confédération Nationale du Travail ; FAI : Fédération Anarchiste Ibérique ; POUV : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

# «LE BOLCHEVIK»: EN RUPTURE DE CONTRE-REVOLUTION ?

Né fin 76, de l'éclatement de l'organisation "communiste marxiste-léniniste *Nouvel Eveil*", "Le Bolchevik", qui se veut continuateur de ce groupe, tranche fortement d'avec le reste du courant maoïste et des différentes scissions qui affectent ses organisations "historiques" comme le PCF ou le PCMLF, par sa dénonciation du caractère impérialiste de la guerre mondiale que prépare le capital en crise, par sa revendication du défaitisme révolutionnaire et enfin parce qu'il aejend que seule la révolution communiste mondiale peut empêcher la nouvelle bourgeoisie impérialiste.

Cependant, ne comprenant pas les conséquences qu'implique la défense de ces principes prolétariens, "Le Bolchevik", par les autres positions qu'il met en avant, ne se dégage pas encore totalement du maoïsme dont il vient, exemple vivant des difficultés qu'a un groupe à rompre avec la contre-révolution. Il appartient aux révolutionnaires de souffler sur l'étincelle prolétarienne se manifestant dans "Le Bolchevik" pour qu'elle embrase le restant de fondations pourries que constitue ses derniers vestiges de positions maoïstes.

• Pour les partis d'extrême-gauche du capital, ceux à qui il est resté le nom de "gauchistes" après mai 68, la marge de manoeuvre est très limitée. Apparus en tant que partis bourgeois, bien après les grands partis de gauche -PS et PC- que le capital, pour sa survie, avait réussi à attacher à la classe ouvrière en 1914 pour les uns et au cours des années 20 pour les autres, les différents courants trotskystes, maoïstes ou assimilés ne peuvent mener une politique autonome vis-à-vis de leurs "aînés" et se trouvent condamnés à s'en faire les rabatteurs zélés, la force d'appoint "radicale". Confinés dans ce rôle de sergents recruteurs des éléments les plus combattifs de la classe échappant au contrôle des partis "sérieux", ils sont conduits à garder un langage "révolutionnaire" alors que leur activité véritable révèle chaque plus leur nature fondamentalement bourgeoise ; contradiction qui les jette périodiquement dans des crises internes et des scissions à répétition.

L'approfondissement de la crise n'a pas manqué de renforcer ce phénomène dans tous les secteurs du gauchisme. Le maoïsme en a été particulièrement victime à la suite des contorsions de la politique extérieure chinoise de moins en moins conforme au rôle que s'était attribuée la Chine de "grand arrière" de toutes les luttes "contre l'oppression impérialiste". Ce courant apparaît de façon de plus en plus évidente comme encore plus "ultra" que la gauche officielle dans la défense du capital national dans le cadre du bloc atlantique.

Alors que le prolétariat ressurgit depuis les premiers effets de la crise, au niveau mondial dans la lutte contre la bourgeoisie qu'elle soit française, égyptienne, italienne, chinoise et autre, manifestant par là qu'il n'est pas prêt à partir à l'abattoir d'une troisième guerre mondiale parce qu'il n'est pas battu, écrasé, physiquement et politiquement, le maoïsme se voit de plus en plus dépassé et démasqué par le cours des luttes prolétariennes. Dans de nombreux pays, on constate la désagrégation progressive de ce courant et notamment en France où le printemps a vu fleurir autant de groupes maoïstes que de fleurs, marquant la décomposition d'un courant momentanément inadéquat à assumer sa fonction contre-révolutionnaire.

C'est dans ce contexte où les nombreux petits-fils du défunt président Mao tentent de se trouver de nouveaux habits neufs pour cacher leur nature anti-ouvrière qu'apparaît le "Bolchevik". Ce groupe est l'héritier du groupe "l'Eveil" qui avait regroupé durant trois ans des éléments opposés à la politique nationaliste des organisations traditionnelles et a éclaté pour avoir été trop loin dans cette remise en cause. Grâce à cette dislocation, les quelques éléments du Bolchevik, taxés d'"ultra-gauches" par les différents scissionnistes, ont pu aller "contre le courant" plus facilement et plus loin. A tel point qu'ils ont réussi, chose rare pour des courants venant du stalinisme, même sous sa variante extrême-orientale, à se dégager du camp de la contre-révolution, expression de la reprise prolétarienne qui, de plus en plus, conduit les éléments les plus sains de ces groupes à tenter de rejoindre le combat de classe.

Affirmant le caractère mondial de la crise économique que connaît le capitalisme actuellement, analysée comme une crise de surproduction ayant pour issue une nouvelle guerre mondiale "pour le repartage du globe", une nouvelle guerre impérialiste "comme l'ont été les deux premières", celle de 14-18 et celle de 39-45, appelée faussement "an-

tifasciste" par les dirigeants opportunistes de la IIIème Internationale faillie", le Bolchevik appelle la classe ouvrière à "repousser la défense de la patrie", à faire la révolution communiste, "exigence objective du développement historique" pour en finir avec un système "qui, progressif lorsqu'il développait l'industrie contre le féodalisme... est devenu réactionnaire" parce qu'il "est dépassé par les forces mêmes qu'il a développées, il a historiquement fait son temps".

Pour le Bolchevik, il s'agit "de rompre totalement, en théorie et en pratique, avec la tactique et la pratique des vieux partis communistes pourris de la IIIème Internationale Communiste qui a fait faillite".

A l'heure où tout ce qui s'appelle l'extrême-gauche, tout ce qui se veut "ouvrier", "révolutionnaire", "communiste" appelle le prolétariat à se ranger derrière le chapeau rouge travesti de bleu et de blanc et à choisir son bloc impérialiste "progressiste" pour la guerre contre l'autre bloc "réactionnaire", au moment où seules de faibles forces défendent l'unique perspective prolétarienne, face à la guerre : celle du défaitisme révolutionnaire et de la révolution prolétarienne, les révolutionnaires saluent avec d'autant plus de vigueur la défense par le Bolchevik des principes internationalistes. Mais parce qu'il s'agit bien pour le prolétariat d'avoir une conscience claire de ses tâches, de ses amis et de ses ennemis, au sortir de la plus longue et plus terrible période de son histoire où il a subi la plus féroce domination de la bourgeoisie qui l'a privé de ses organisations de classe et de sa conscience communiste, parce qu'il s'agit bien pour la classe ouvrière de "rompre totalement" avec les idées que la contre-révolution a introduites en son sein, parce que la tâche essentielle des révolutionnaires est de participer, en tant que fraction de la classe à ce processus de prise de conscience en dénonçant toutes les forces qui y font entrave en apportant la confusion, ceux-ci doivent montrer et combattre les idées qui, dans le Bolchevik, restent marquées par la théorie et la pratique de la "IIIème Internationale faillie" et par le maoïsme qui en est un produit. Le Bolchevik, s'il ne veut pas rester un rejeton turbulent du maoïsme doit, lui aussi, pousser plus avant sa rupture et l'accomplir totalement. En effet, sur bien des points, le Bolchevik reprend les erreurs du parti de la Révolution d'Octobre et de l'IC, erreurs qui, lors du reflux de la vague révolutionnaire des années 20, ont constitué un facteur puissant de ce reflux et de la propre dégénérescence de l'IC et du parti bolchevik.

En reprenant la conception léniniste du parti, en dénonçant les élections, mais en appelant les ouvriers à voter aux dernières municipales pour mettre plus vite la gauche au pouvoir afin qu'elle se discrédite d'autant plus vite, tout en reconnaissant par ailleurs et, contradictoirement, qu'elle "renforce les illusions au sein des masses".

En dénonçant dans les syndicats les directions traîtres "à la manière trotskyste" pour travailler à la construction de "syndicats rouges".

En combattant l'idée d'indépendance nationale pour les seules métropoles impérialistes sans être clair sur la question nationale partout ailleurs, le Bolchevik montre qu'il n'a pas entièrement compris les vraies raisons de la faillite de l'IC.

En parlant des "dirigeants opportunistes" qui ont trahi, du "centrisme" dans l'IC, le Bolchevik oublie que

l'opportuniste, le centrisme ne font plus partie du mouvement ouvrier depuis la première guerre impérialiste, ayant appelé à la guerre, ils ont passé avec armes et bagages dans le camp de la Bourgeoisie et doivent donc être dénoncés comme groupes bourgeois. Aujourd'hui, parler d'opportuniste, de centrisme, cela revient à maintenir l'idée qu'ils font tout de même partie du camp ouvrier, cela cache leur nature contre-révolutionnaire.

Ce ne sont pas les dirigeants qui font les organisations, mais très exactement le contraire, lorsque l'on se place du point de vue du marxisme, réduire l'histoire de l'IC à un plan machiavélique des dirigeants qui auraient trahi la classe ouvrière aussi bien en Russie qu'internationalement relève de l'enfantillage et n'explique rien. C'est la défaite de la classe ouvrière après l'échec de ses tentatives révolutionnaires qui l'a empêchée de réagir et de sauver son organisation et a entraîné celle-ci à abandonner la défense des principes prolétariens, à devenir un corps mort pour le prolétariat. Marx et Engels avaient constaté qu'un parti ou une Internationale ne pouvaient demeurer un instrument de la classe dans un cours général de réaction. Une organisation de la classe, lorsqu'il n'y a plus de percées de la classe, est pénétrée du reflux de la défaite et sert ou à la confusion ou à la contre-révolution. C'est pourquoi Marx a dissout la "Ligue des Communistes" après le reflux de la vague révolutionnaire de 48, et, c'est aussi pour cela qu'il a sabordé la première Internationale en transférant son siège à New York après que la défaite de la Commune de Paris ait marqué la fin d'une période de lutte de classe intense.

Le processus de contre-révolution qui a condamné l'IC à semer une terrible confusion dans le mouvement ouvrier de ces derniers soixante ans, et cette confusion pèse encore lourd pour des groupes qui, comme le Bolchevik, viennent du maoïsme. Il est très difficile pour de tels groupes de comprendre, et les apports fondamentaux de l'IC sur le plan théorique, programmatique et pratique, et les limites de la IIIème Internationale. Et pourtant cette compréhension est la condition nécessaire pour rompre complètement avec le gauchisme, pour avancer dans le renouement avec les positions du prolétariat, elle passe par reconnaître, comme le fit l'IC au premier congrès :

- le changement de période dans la vie du capitalisme, l'entrée de ce système dans sa phase de décadence, mettant à l'ordre du jour la révolution communiste, ce qui condamne toute possibilité de programme "minimum" et de programme "maximum";

- que seule la révolution communiste peut délivrer la planète de l'impérialisme et non, comme le prétendent les gauchistes, les luttes de libération nationale;

- la nécessité de rompre avec ce qui se rattache de près ou de loin aux vieilles pratiques de la IIème Internationale, liées à la période ascendante du capital que l'IC dégénérante remet en valeur en les repeignant en rouge : électoralisme, parlementarisme, frontisme, syndicats et qui la conduisirent à l'alliance et au front unique avec ceux qu'elle dénonçait auparavant en 14 comme valets du capital et bourreaux de la révolution communiste ;

- la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois et d'établir internationalement la dictature du prolétariat basée sur les Conseils Ouvriers et non la construction du socialisme en un seul pays, théorie qui a marqué la mort de l'IC, l'abandon de l'internationalisme prolétarien.

Il reste au Bolchevik un bon chemin à parcourir pour comprendre la source de ses erreurs, il a encore beaucoup à apprendre des fractions de gauche apparues au sein de l'IC et qui se sont dégaugées lors de sa dégénérescence comme réaction de celle-ci, ayant décelé ses insuffisances. Ces fractions de la Gauche Communiste ont poursuivi et approfondi le travail de l'IC et ont fourni un apport considérable aux révolutionnaires d'aujourd'hui. Si le Bolchevik se refuse à faire le travail de critique de son passé, de réappropriation théorique des acquis de l'IC révolutionnaire et des fractions de la gauche

communiste, il se coupera de toute possibilité d'évolution. L'histoire de ces dernières années est là pour démontrer que tous les groupes issus du trotskysme ou du maoïsme, des organisations de la contre-révolution, qui n'ont pas fait l'effort dans cette direction sont retombées dans le camp de la contre-révolution sous son jour trotskyste ou moderniste, où ont sombré dans le néant. Si le Bolchevik considère qu'il n'est pas le seul à marcher sur le chemin de la révolution, s'il est conscient qu'il ne découvre rien en propre mais qu'il a un héritage théorique à se réapproprier, alors il rompra nécessairement avec ses derniers vestiges de maoïsme et ne sera pas condamné à exister contre la classe ouvrière, alors en défendant des principes internationalistes, il n'aura pas soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

J. C.

## SYNDICATS suite de la p.2

me dans les petites usines. C'est pourquoi on se livre à des campagnes de syndicalisation, ou qu'on impose des sections syndicales à des petits patrons rétrogrades (comme à Furnon, près d'Alès) qui ne comprennent pas la nécessité de tels organes. De toutes façons, quand les syndicats s'avèrent impuissants à faire reprendre le travail, on envoie les flics pour expulser les grévistes (Général Motors...). Une police en remplace une autre.

L'urgence de la situation implique aussi que les syndicats se serrent les coudes, et c'est pourquoi toutes les centrales, y compris FO et la CGC, se sont mis d'accord sur la journée de grève du 24 mai. "Aujourd'hui plus que jamais, le syndicalisme, pour être efficace, doit être unitaire" (Séguy, le 4-5-77). Et les gauchistes ne sont pas de reste pour applaudir à ces manoeuvres unitaires syndicales. Ces ardeurs rabatteurs des syndicats ne sont pas les derniers non plus à s'associer à toutes les mystifications régionalistes ou localistes que l'on plante devant le prolétariat.

Les mots creux sur les "mouvements unitaires" par régions ou par secteurs, les "grèves générales" de 24 heures, ne servent qu'à cacher l'isolement dans lequel les syndicats maintiennent les luttes. Ce n'est pas dans cette juxtaposition de mouvements planifiés par les syndicats et l'Etat que la classe ouvrière pourra prendre conscience du pourquoi et du comment de sa lutte, mais dans une généralisation consciente et organisée, contre les syndicats, dans l'intérêt de la classe, par la classe.

L.J.

## INDE-PAKISTAN suite de la p.3

positions de droite pour stabiliser leur main-mise et développer une influence inconditionnelle permettant, au travers de la préparation de négociations entre l'Inde et le Pakistan, et la Chine et l'Inde d'imposer un modus vivendi qui lui garantirait un contrôle total du sous-continent indien d'autant plus nécessaire que le centre des opérations se situe à l'heure actuelle en Afrique.

Si, dans un premier temps, c'est en s'appuyant sur les couches archaïques de la bourgeoisie que le bloc américain s'est donné les moyens de contrôler une situation devenue instable pour lui, le fait que ces droites n'offrant aucune perspective sur le plan intérieur ont vu l'armée s'opposer à elles, a contraint les Etats-Unis plus à se servir de leur révolte comme un moyen de mettre au pas les velléités de Bhutto que pour le renverser. Contrairement à l'Inde, où si les Américains ont pu jouer à fond la carte de l'opposition à Gandhi, c'est dans la mesure où la garantie de la coalition est assurée par la présence d'un parti socialiste à même de jouer son rôle de défense de l'intérêt général du capital et d'encadrement de la classe ouvrière. Alors qu'au Pakistan, en dehors du PPP de Bhutto il n'existe aucune formation apte à remplir cette tâche.

La désagrégation sociale au Pakistan nous offre une image du devenir des pays sous-développés en l'absence d'un prolétariat assez fort pour présenter une alternative à la barbarie qu'offre un capital décadent. Sa solution est entre les mains du prolétariat mondial.

P.N.

# CRISE DU GAUCHISME ?

• La crise générale du capitalisme se manifeste non seulement par le développement de la lutte de classe internationale mais aussi par l'incapacité de plus en plus grande de la bourgeoisie à gouverner comme par le passé. Celle-ci rentre dans une période d'instabilité permanente et les convulsions de son système se manifestent au grand jour au sein de ses partis

Les organisations gauchistes n'échappent pas au phénomène général de la crise de la bourgeoisie.

## le sens de deux scissions trotskystes

Ces derniers mois ont vu coup sur coup apparaître des scissions au sein des partis gauchistes tant en France qu'en Italie, pour ne prendre que les pays les plus significatifs par l'importance de ces partis. En France, le départ de militants de la LCR et du PSU vient de donner naissance à une nouvelle organisation "l'organisation des comités communistes pour l'autogestion". Autogestion + "lutttes parcellaires" (féminisme, comités de quartier, régionalisme, etc.), cela nous donne une nouvelle organisation extrême du capital, qui reprend en fait tous les thèmes chers à feu l'AMR qui s'était dissoute dans le PSU pour en ressortir sous le sigle CCA. C'est le même phénomène qui a surgi en Italie, il y a quelques mois avec les scissions simultanées au sein d'Avanguardia Operaia et du PCIUP. Un chassé-croisé de tendances a délimité les inconditionnels du soutien au compromis historique (Manifesto) dans la perspective de la venue par le PCI au gouvernement, d'une part ; les "soutiens critiques" du PCI dans Avanguardia avec comme mot d'ordre "un gouvernement du PCI, du PSI et des révolutionnaires sur le programme des révolutionnaires" (sic), d'autre part.

Ce "programme révolutionnaire" -comme l'appellent sans vergogne les gauchistes ancienne et nouvelle formule- mis en avant par ces nouveaux regroupements n'est rien d'autre qu'une adaptation à la réalité de la venue au pouvoir de la gauche. Tous ces groupes justifient leur existence par le degré plus ou moins fort de leur soutien à la gauche du capital de l'union de la gauche au compromis historique ; leur fonction étant de servir de caution "critique" à la politique anti-ouvrière de la gauche, les scissions dont ils sont issus viennent renforcer cette fonction. Le PSU, en France, est devenu aujourd'hui une composante de l'Union de la gauche ; ce qu'avaient déjà amorcé Martinet et Rocard vers le PS, Mousel ne fait que le parachever aujourd'hui ; de ce fait, le PSU perd de plus en plus sa fonction de courroie de transmission entre le gauchisme et le PS, et, donc, de rabatteur de ses tendances gauchistes dans le parti dont il était sorti au début des années 60. Tout comme le Manifesto en Italie, courroie de transmission cette fois entre le PCI et les groupes gauchistes, le PSU a épuisé sa fonction. Les "comités communistes pour l'autogestion" ne visent rien d'autre qu'à redonner vie à l'ancien PSU autogestionnaire, soutien "critique" de la gauche : "le PSU sort de ces élections satellisé par rapport aux partis du Programme Commun" déclarait l'ex-tendance B du PSU avant sa scission. Tel est le sens en Italie aussi de la scission du PCIUP d'éléments qui sont venus rejoindre Avanguardia Operaia : servir de rabatteurs pour le PCI sans aller jusqu'à la satellisation complète.

## crise du gauchisme ?

Il pourrait sembler au travers de ces récentes scissions que le gauchisme soit entré en crise permanente. Avec la crise générale de la société, où les facteurs de politique interne et extérieure s'interpénètrent et entrent en contradiction aiguë, il est inévitable que ses effets culminent au sein des partis de la bourgeoisie. Les partis gauchistes trouvant leurs fondements dans les mystifications de type "ouvrier" et dans leur soutien à gauche des PC, il est inévitable aussi que cette crise s'y reflète avec plus de force explosive.

Ces dernières années ont montré que les causes de cette crise étaient de quatre ordres :

a) le facteur du renforcement des blocs qui opère de plus en plus un clivage au sein de la bourgeoisie, se manifeste avec acuité particulièrement chez les maoïstes. Ceux-ci ont subi tous les avatars de la politique de Mao, toujours plus intégrée dans le bloc américain, ainsi que les répercussions des luttes de cliques au sein même du capital chinois ("Bande des Quatre"). Le camp maoïste, au prix d'un considérable affaiblissement, se scinde entre inconditionnels de la Chine (Humanité Rouge et PCR) et "soutiens critiques" (différentes scissions de Humanité Rouge en France qui dénoncent l'"opportunisme" de la Chine ou KB allemand qui se réclame des "4"). Les groupes "marxistes-léninistes" se trouvent en effet de plus en plus écartelés entre leur soutien de la politique chinoise et donc le soutien ouvert de leur propre capital national (au nom de la lutte contre le "social-impérialisme" russe) et la nécessité de maintenir un pseudo-verniss "ouvrier" dans un cours de lutte de classe qui ne peut que contrecarrer leur propagande en faveur d'une troisième guerre impérialiste. Dans ce sens-là, et aussi parce que leur idéologie est essentiellement "populiste", les maoïstes constituent une arme de la bourgeoisie infiniment moins efficace que le courant trotskyste.

b) La venue de la gauche au pouvoir pousse toujours plus ses soutiens trotskystes ou même trotsko-maoïstes (telle l'OCT en France) à s'aligner directement et inconditionnellement sur l'union de la gauche dans la perspective de l'obtention de sièges au parlement (ce qui est déjà le cas pour "Democrazia proletaria" en Italie). C'est cette vision immédiate du gauchisme qu'exprime parfaitement la LCR aujourd'hui : "Si une extrême-gauche unie peut peser considérablement dans l'apparition de courants "critiques" au sein des organisations réformistes, il faut qu'elle ait les moyens de sa politique ; qu'elle soit capable de mener les batailles en son sein" (Rouge, 1<sup>o</sup> avril). Et les ex-PSU-LCR de renchérir "pour un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations aujourd'hui majoritaires PC-PS".

Face à cela, on a vu surgir ces dernières années des organisations sur leur gauche dont la fonction est de dénoncer l'"opportunisme" du trotskysme officiel et de retrouver une prétendue "pureté révolutionnaire". Tels sont les "spartacistes" issus de la IVème, dans différents pays comme la Grande-Bretagne ou les USA, ou "Combat Communiste" issu de LO en France qui se revendique d'un "programme de transition" purifié. En appelant à voter pour les gauchistes lors des dernières élections municipales, les "spartacistes" ou "Combat Communiste" ont démontré clairement que leur seule fonction était de servir de "soutiens critiques" au "soutiens non critiques" de la gauche.

c) La décantation au sein du gauchisme est un phénomène permanent de ce courant politique de la bourgeoisie. Il est bien connu que les organisations gauchistes sont de véritables passoires à militants ; trouvant leur base d'intervention dans l'activisme effréné, corollaire de toute leur activité mystificatrice en milieu ouvrier (usinième) ou en milieu petit-bourgeois durement touché par la crise (féminisme, milieu étudiant, etc.). Dans ce sens, le gauchisme est soumis à des crises chroniques qui, comme pour le capitalisme, ne deviennent mortelles qu'avec le surgissement révolutionnaire du prolétariat dans la crise généralisée du système. Aujourd'hui, lorsque les chefs des partis gauchistes se plaignent amèrement d'une crise du militantisme, ils ne font que refléter ce phénomène de la "assoire". En fait, ces organisations se sont stabilisées depuis 68-71 numériquement, ne s'étant pas encore grossies de nouvelles masses d'adhésions surgies du dévoiement de grands mouvements sociaux. Malgré leur faiblesse numérique, les organisations d'extrême-gauche du capital n'ont cessé de renforcer leurs cadres organisationnels pour intervenir de façon plus systématique en milieu ouvrier. Le départ récent des éléments contestataires de la LCR, qui ont fait sécession sur la 4<sup>es</sup> • tion chère au mouvement étudiant des "problèmes de la vie quotidienne", montre que le gauchisme actuel se décante des éléments prolongeant le "mai étudiant".

Ce que les gauchistes appellent sans rire la "prolétarianisation" de leurs organisations traduit en fait leur tentative de mieux pénétrer en milieu ouvrier pour encadrer les éléments combattifs que la gauche n'arrive plus à contrôler. Cette décantation qui répond donc à la préparation de leurs tâches anti-ouvrières explique en grande partie la crise de restructuration du gauchisme depuis quelques années. En remplacement de leur secteur d'intervention privilégié, le milieu étudiant, les gauchistes privilégient de plus en plus le "secteur ouvrier", comme le proclament ses divers idéologues dans leur langage fleuri où le cynisme n'a d'égal que leur odieux mépris du prolétariat.

d) Le développement de la lutte de classe, enfin, constitue un facteur de plus en plus important de la crise du gauchisme. Parce que les groupes gauchistes s'affirment de plus en plus comme un maillon essentiel de la chaîne de la contre-révolution qui ensere le prolétariat à l'Etat ; parce qu'ils deviennent une force reconnue par la bourgeoisie - comme le montrent bien tant l'appui de Carrillo aux gauchistes espagnols que les interviews de dirigeants des PC "eurocommunistes" dans les colonnes de Rouge - ; parce que leur phraséologie ne se donne même plus le luxe d'un vernis "révolutionnaire", il est inévitable que des éléments en réaction à ce milieu délétère s'en dégagent. Ce fut le cas il y a deux ans d'Union Ouvrière en France, sortie de LO. En réaction aux positions contre-révolutionnaires du trotskysme. Ce fut le cas aussi il y a plusieurs années de Worker's Voice en Grande-Bretagne, constituée au départ d'ex-membres du groupe trotskyste "International Socialism". Ce phénomène se retrouve aussi dans le maoïsme. Le "Bolchevik", issu de "l'Eveil", (à ne pas confondre avec les "Spartacistes"), illustre actuellement l'évolution d'un groupe qui, rompant avec le maoïsme, tente avec difficulté de renouer avec l'internationalisme (cf article dans ce même numéro). Cela ne signifie nullement, comme l'affirment avec prédilection les bordiguistes, que le fond du gauchisme serait peu ou prou "révolutionnaire" s'il n'était entaché d'"opportunisme". En réalité, ce sont les coups de boutoir de la lutte de classe qui, en ébranlant ces organisations, peuvent faire surgir par des scissions, et non de l'intérieur, des éléments à la recherche des positions de classe. La disparition le plus souvent de tels groupes se dégageant avec une extrême difficulté de la contre-révolution montre combien cet aspect de la crise du gauchisme demeure encore limité. De plus en plus pourtant, malgré le renforcement du rôle des gauchistes, ou à cause de celui-ci, surgissent des éléments qui désertent le terrain de la bourgeoisie sous la pression des masses ouvrières en lutte.

Le succès des trotskystes français lors des dernières élections (jusqu'à 15 % des voix dans certains quartiers ouvriers), la place de plus en plus grande qu'ils occupent dans les syndicats (particulièrement en Grande-Bretagne avec les shop-stewards et en Italie avec les conseils d'usine, ou en Espagne avec les "assemblées", etc.), et le rôle de premier plan des maoïstes au Portugal dans la gigantesque mystification populiste qui a entraîné un recul profond de la lutte de classe dans ce pays, tous ces faits récents montrent abondamment que loin de faiblir, le gauchisme n'a fait que se renforcer. Sur l'arène de la politique bourgeoise, il s'est définitivement imposé.

Fondamentalement, les aspects de la crise du gauchisme mentionnés plus haut sont plus l'expression d'une crise d'adaptation à leur rôle renforcé en milieu ouvrier qu'un phénomène et un symptôme de décomposition. La venue de la gauche au pouvoir signifie que les gauchistes vont pouvoir réellement "ramer vers la gauche les ouvriers dégoûtés par Mitterrand", comme le déclarait ingénument Arlette Laguiller lors de la dernière campagne présidentielle. Cette nécessité de renforcer les illusions de plus en plus fragiles des ouvriers dans la gauche, l'OCT l'exprime

aujourd'hui avec encore plus de cynisme en déclarant "se situer en avant des illusions et des incompréhensions des militants sincères influencés par le PC et le PS" (tribune libre de l'OCT, "Rouge", 1-5-77).

Cela ne signifie pas que les gauchistes soient appelés à remplacer les partis de gauche. Sauf en période révolutionnaire, où ils seront certainement l'ultime carte de la bourgeoisie, ils ne peuvent jouer qu'un rôle de chien de garde des chiens de garde de la gauche. Face à la lutte de classe, et avec la gauche, ils se partagent la tâche de briser le mouvement prolétarien renaisant. Au Portugal, alors que le PC matait à l'aide de l'armée la grève des ouvriers de la TAP, les trotskystes se faisaient les distributeurs de tracts du PCP, lors du prétendu "complot du 11 mars" 75, les maoïstes se faisant de leur côté les soutiens enthousiastes du PS qui a l'honneur aujourd'hui de gérer les affaires courantes du capital portugais.

## LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE, SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

Si le gauchisme aujourd'hui apparaît divisé et non unifié comme pourrait le laisser supposer le renforcement de son rôle, cela tient aux deux fonctions complémentaires qu'il assume contre le prolétariat :

-Si, à court terme, il s'agit pour lui de renforcer le rôle de la gauche, le degré de leur fameux "soutien critique" varie selon leur place en milieu ouvrier et la nécessité pour certaines de ces fractions de maintenir un langage plus "révolutionnaire", et donc plus mystificateur. Alors que la LCR et l'OCT -à l'exception des "maoïstes pour des raisons de politique internationale- se démarquent de moins en moins de la gauche, LO (comme Lotta Continua en Italie) se fait de plus en plus "critique" : "La gauche n'aura donc pas d'autre choix si elle accède au gouvernement que de continuer la politique de la droite, que de gérer la crise, en essayant de faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs". Et d'ajouter dans un même article "qu'elle est solidaire des travailleurs votant pour la gauche" (LO 19-3-77). Mais bien sûr pour LO il s'agit de déjouer la "méfiance vis-à-vis de l'Union de la gauche" en votant trotskyste... et Union de la gauche. "Critiquer" pour mieux soutenir...

-Mais, fondamentalement, la fonction des gauchistes reste le dévoiement de la lutte de classe sur le terrain des mystifications autogestionnaires ou des luttes parcellaires (comités de quartiers, femmes, régionalisme...), et l'enfermement de toute lutte ouvrière en "secteurs de lutte" (immigrés, chômeurs, jeunes...). Telle est la raison d'être des "comités communistes pour l'autogestion" qui théorisent jusqu'au bout cette fonction du gauchisme. Telle sera de plus en plus la stratégie du gauchisme : encadrer ce que la gauche ne peut plus encadrer ; colmater les brèches que celle-ci au pouvoir pourra de moins en moins boucher.

000

Les révolutionnaires, plus que jamais, ne peuvent sous-estimer la fonction profondément contre-révolutionnaire du gauchisme en dépit de ses crises chroniques. Ces crises de restructuration du gauchisme s'inscrivent dans la préparation de la bourgeoisie face au prolétariat. C'est par une conscience claire que ses pires ennemis travaillent en son sein, dissimulés sous un masque "radical", que le prolétariat pourra véritablement se réarmer. Le chemin de sa victoire passe par la destruction des organisations gauchistes, ultime barricade de la bourgeoisie.

# VIE DE L'ORGANISATION

## réunions publiques

Révolution Internationale organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de Province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Paris, Toulouse et Troyes.

Expressions de la vie de l'organisation, ces réunions sont un instrument fondamental de notre intervention. Durant le mois de mai, s'est tenue à Paris une réunion publique sur le thème : "luttés illusives (écologie, féminisme, régionalisme, etc) ou lutte de classe".

L'exposé introductif a resitué dans le cadre du marxisme l'attitude des révolutionnaires face aux "mouvements" qui se regroupent sur la base de particularismes (femmes, écologie, races), montrant que si en effet le capital perpétue des divisions raciales, sexuelles, religieuses, etc. au sein de la classe ouvrière, les différents "mouvements" qui s'appuient sur ce type de divisions ne font d'une part que renforcer les divisions au sein du prolétariat, et d'autre part ce type d'organisation inter-classiste ne fait que diluer la classe ouvrière dans l'ensemble du "peuple". Face à cela, les révolutionnaires doivent affirmer que ce n'est qu'au travers de sa LUTTE AUTONOME que la classe ouvrière peut aller au delà des divisions que lui impose le capital, au delà de la situation de misère aussi bien sexuelle qu'écologique ou raciale qui est son lot quotidien. La seule solution face à cela ne réside pas dans l'aménage-

ment du système qui ne fait que les reproduire, mais dans sa destruction que seule la classe ouvrière peut effectuer de manière révolutionnaire en se battant de façon intransigeante sur son terrain de classe.

Face aux contradicteurs du PCI (bordiguistes) prétendant qu'il est possible d'utiliser provisoirement ces structures parcellaires pour mobiliser la classe ouvrière autour du "parti", nous avons montré toute la fautive conception qui gît derrière la mise en avant de mesures transitoires, qui ne font qu'emprisonner les travailleurs dans leurs divisions et figent leur lutte dans un cadre caduc, celui d'une impossible amélioration de leurs conditions de vie au sein du capitalisme décadent et sénile.

D'autre part, la discussion a mis en avant la différence qui existe entre les luttes partielles de la classe ouvrière, qui se mobilise sur des thèmes parcellaires (telle la grève de la Sonacotra, sur le thème du logement, les comités de chômeurs, etc) et les luttes parcellaires (féminisme, écologie, etc) qui mobilisent sur une base interclassiste. Si les révolutionnaires doivent souligner les faiblesses des premières, en mettant en avant les intérêts et les buts généraux de la classe ouvrière, en stigmatisant les illusions qui persistent au sein de la classe, par contre ils doivent dénoncer impitoyablement les luttes parcellaires, qui ne peuvent être celles de la classe ouvrière, et qui ne peuvent qu'entraver sa marche.

### Auxerre

Permanences : 3ème mardi du mois, passage Soufflot, de 17 h. à 19 h.

### Bordeaux

Réunion publique : le 17 juin à 21 h., café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, "LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE" : - UNE ARME POUR LA BOURGEOISIE, - UN PIEGE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE"  
Permanences : Librairie 33, 46, rue St James, mercredi 8 juin de 17 h à 18 h.; samedi 25 juin, de 14 h. à 17 h.

### Dijon

Réunion publique : le 18 juin à 17 h., MJC Maladière, rue Balzac : "LUTTES ILLUSOIRES (ÉCOLOGIE, FÉMINISME, RÉGIONALISME, TERRORISME, ...) OU LUTTE DE CLASSE".  
Permanences : les jeudis 9 et 23 juin à 17 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard,

### Marseille

Réunion publique : le 10 juin à 20 h. 30, Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, "CRISE DE RESTRUCTURATION OU CRISE MORTELLE DU CAPITAL ?"  
Permanences : tous les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 21 h., même endroit.

### Mulhouse

Permanences : le 1er mercredi de chaque

mois de 17 h. à 18 h. à la librairie "Klapperstei 68", 4, rue Gutenberg.

### Nantes

Réunion publique : le 18 juin, à 17 h., 3, rue Amiral Duchaffault.  
Permanences : tous les derniers samedis de chaque mois, à 14 h., même endroit.

### Paris

Réunion publique : le 4 juin, à 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), "AFRIQUE DU SUD, ANGOLA, ZAIRE ... NATION OU CLASSE ? LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE".  
Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.

### Rouen

Permanences : le 3 juin, à 20 h. 30, salle St Sever ; le 17 juin, à 20 h. 30 Halle aux Toiles.

### Toulouse

Réunion publique : le 24 juin, à 21 h., salle Montoyol, "DU DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MEMES" = PREPARATION À LA GUERRE".  
Permanences : tous les samedis, à la cité universitaire de l'Arsenal, à 14 h. 30.

### Troyes

Permanences : 4ème mercredi du mois, Copainville, de 16 h. à 18 h.

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

## PUBLICATIONS du C.C.I.

### Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

### Internacionalismo (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de RI

### Internationalism

PO Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

### Internationalisme (Belgique)

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS  
Postbus 452  
Nijmegen (Pays-Bas)

### Rivoluzione Internazionale

(Italie)

CP 469  
80100 Napoli

### World Revolution\* (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :  
EM Box 869  
London WC IV 6XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL

### Revue Internationale

DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale  
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE n°9 - mars-avril-mai 1977

La gauche communiste en Russie : 1918-30 (2ème partie)

Notes pour une histoire de la gauche communiste (fraction italienne, 1926-39)

1er Congrès d'Internationalisme (Belgique)

La "Communist Workers'organisation" (GB) et les leçons du regroupement des révolutionnaires

Rupture avec Spartacusbond (Pays-Bas)

Spartacusbond : seul au monde ?

Correspondance avec "Combate" (Portugal)

## ESPAGNE suite de la p.1

maintes occasions d'expérimenter les sentiments et le comportement hautement "démocratique". Il est bien vrai que la toute neuve et fragile démocratie aura bien besoin de se protéger contre "les tentatives ... de déstabiliser la situation politique" qui aboutiraient à "l'intervention d'un doublon de Pinochet" (Camacho, 15 mai). En somme, il s'agit que l'armée et la police restent bien à leur poste pour empêcher, par la violence si nécessaire, les "aventuristes et les provocateurs" (lire les travailleurs) de fomentier des troubles favorisant une répression ouverte et "fasciste" de la part de ces mêmes armée et police. Voilà le langage que le "grand parti de la classe ouvrière" adresse au prolétariat. Pour lui, "l'intérêt de la classe ouvrière est que se déroulent les élections et le plus librement possible" (Camacho).

Elections! C'est aujourd'hui le maître mot de tous les secteurs de la bourgeoisie espagnole. C'est pour les élections du 15 juin que se disputent entre eux les divers secteurs de la droite, du centre et de la gauche. Que Fraga tente de rameuter les nostalgiques du passé autour de son Alliance Populaire. Que Suarez annonce sa candidature afin de rassembler les "modérés" autour de son "Union Démocratique du Centre", ce qui indispose fort Gonzalez et PSOE qualifiant "d'électoral et opportuniste" son discours du 3 mai, mais ravit Camacho trouvant ce même discours "très positif pour le PCE" et estimant qu'"il a convaincu même les communistes".

Mais l'enjeu fondamental de ces élections dépasse ces querelles entre frères ennemis. La fonction essentielle des élections du 15 juin s'inscrit dans cette même politique qui, à travers le référendum du 10 décembre 76 et les divers épisodes conduisant à la légalisation du PCE, a réussi à démobiliser partiellement un prolétariat particulièrement combatif les deux hivers précé-

dents. Depuis près d'un demi-siècle, la démocratie et les élections ont acquis leurs lettres de noblesse dans la défense du capitalisme contre la classe ouvrière. A tel point que dans certains pays, leur pouvoir de mystification tend à s'évaporer. Mais, en Espagne dont la bourgeoisie n'a pas utilisé cette arme pendant 40 ans, elle met aujourd'hui tout en oeuvre pour leur donner l'impact maximum contre un prolétariat qui s'est révélé parmi les moins disposés à subir les bras croisés les agressions de la crise mondiale du capital.

C'est pour cela que son mot d'ordre actuel est "Tout pour les élections!" ("Battez-vous pour les élections!", dit Gonzalez).

Tout pour cette institution qui sait si bien faire disparaître les différences de classe entre les "citoyens électeurs". Le journal bourgeois "Le Monde" se réjouit du fait que, le 16 mai, : "des milliers d'étudiants, d'ouvriers, d'employés, de bourgeois, de jeunes et de vieux, ont été pendant deux heures maîtres de Saint-Sébastien". La grande fraternité entre les classes qui a animé le Pays Basque dans les manifestations pour l'amnistie doit se poursuivre et se renforcer avec les élections. Quant aux cinq morts des 12 et 14 mai, leur sang ne sera pas perdu pour la cérémonie du 15 juin : il aura servi de colle pour les affiches électorales de la gauche et des gauchistes.

Le prolétariat d'Espagne a déjà payé un terrible tribut à ses illusions démocratiques. S'il veut s'éviter, et éviter à l'ensemble de sa classe, une tragédie semblable ou pire que celle qui commence en 1936, il devra déjouer tous les pièges démocratiques, antifascistes, régionalistes et autogestionnaires et détruire impitoyablement tous les partis qui les lui tendent.

F.M.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné CCP La Source 34 195 33

# " UN PAYS A RECONSTRUIRE, UN MARCHÉ A PRENDRE "

Après vingt ans de luttes inter-impérialistes au Vietnam et deux ans après la "victoire", Pham Van Dong vient faire acte d'allégeance au bloc occidental.

Toute la bourgeoisie se penche sur le berceau de ce capital mort-né: de Bigeard à Marchais, en passant par les représentants de la Ligue Communiste reçus à l'Ambassade du Vietnam à Paris.

Pham Van Dong ouvre le Vietnam aux capitaux et aux techniques des pays industrialisés et il se fait, pour cela, commis-voyageur: de la Suède à la CEE et à Paris, il négocie avec les Etats-Unis (début de rencontre le 5 mai dernier).

Mais il faut rassurer les capitalistes à la recherche d'investissements rentables et Pham Van Dong déclare au Monde (22 avril 1977): "Il s'agit pour nous de travailler dur". Dans le même numéro de ce journal un technocrate vietnamien précise que "la main-d'oeuvre est bon marché et concurrentielle". Messieurs les investisseurs, soyez tranquilles! Mais qui croira que le capitalisme en crise peut offrir beaucoup de profits dans un petit pays sous-développé!

Cependant, nos capitalistes se battent pour des miettes et le journal patronal "Les Echos" titre cyniquement (nov. 76): "Un pays en reconstruction, c'est un marché à prendre". (La France signe avec le Vietnam un protocole pour 650 millions de prêts).

• Le 17 avril 1975, les Khmers rouges entraient à Phnom-Penh, et le 30 avril à midi les premières jeeps du GP et de l'armée du Nord faisaient leur apparition au centre de Saigon.

Voici maintenant deux ans que la plus grande partie de l'ancienne Indochine est "libérée", et non seulement, nous n'avons pas encore entrevu l'ombre de changements radicaux, mais encore cette zone sombre dans la barbarie la plus atroce.

Nos bons "démocrates" et "gauchistes" n'osent plus s'extasier devant "l'efficacité" du Kampuchea "socialiste" où, en 11 mois, les Khmers rouges ont mis en coupe réglée toute la population, et ont liquidé entre 600 000 et 1 500 000 personnes, selon les estimations, alors que, durant cinq années de guerre, 600 000 cambodgiens avaient trouvé la mort. Et quel infâme Pinochet ordonnerait l'évacuation de deux millions de personnes pour faire pousser du riz avec des méthodes archaïques dignes de musées?

Qu'en est-il au Vietnam qui semble conserver encore sa pureté originelle et son auréole de réussite?

Au Vietnam également, les déportations vers les campagnes ont pour but de régler le surplus de main-d'oeuvre et les possibles révoltes d'un prolétariat concentré dans les villes. L'ordre du gouvernement en date du 19 mai 1976 fixe "les critères pour envoyer les habitants des villes dans les zones économiques", le nombre de personnes devant quitter Hô-Chi-Minh-ville est de 1 200 000, puis le 16 décembre 1976, Pham-Van-Dong, premier ministre fixe à 4 millions le nombre de personnes à "déplacer" pour cultiver les "terres en friche du Nord". En tout et pour tout, chacune de ces familles "reçoit du riz et du sel pour 6 mois, et 30 à 50 piastres par jour (0,18 à 0,27 franc), 1/2 litre de pétrole par mois pour l'éclairage, une pioche, un sarcloir, un grand couteau, une pelle, deux faucilles, une pierre à aiguiser, deux touques, un fût et pour trois familles, une hache à bois" (sic!). Ces déportés représentent une main d'oeuvre bon marché qui cultivera de nouvelles terres peu rentables qui exigent un dur labeur.

Si le développement des concentrations urbaines et des complexes industriels est une des caractéristiques du mode de production capitaliste, ce que l'on pa-

re, là-bas, du nom de socialisme, c'est le retour à un mode de production dépassé, le retour à une société agraire. Cependant, au Vietnam, la contre-révolution a du mal à agir aussi féroce qu'au Cambodge car le Sud est industrialisé et la réaction doit faire face à une population ouvrière plus développée. Les mesures sont plus sophistiquées, plus graduelles. Par ailleurs, l'armée d'occupation du Nord est là pour aider à la mise en place des nouvelles structures qui sont les camps de travail et de rééducation, les "nouvelles zones économiques" et la militarisation des syndicats (cf. la mise en place de militaires comme secrétaires des différents syndicats professionnels).

## L'impossible développement

Parmi le concert de louanges, notre courant annonçait dès juin 1975 l'impossible "libération nationale" et l'impossible développement économique de l'ancienne Indochine (cf. RI n° 15). Prenant la thèse classique du marxisme qui veut qu'à l'ère impérialiste, il n'y a plus de place pour la formation de nouvelles nations capitalistes en dehors de la domination des grandes puissances. Depuis le premier conflit mondial, le monde est partagé en zones d'influence et aucun pays n'a pu se libérer du joug économique d'une puissance sans tomber sous le joug d'une autre, concurrente.

A l'ère de la décadence capitaliste, il ne peut plus y avoir un quelconque développement d'un capital national: tous les pays du tiers-monde sont en voie de sous-développement, et l'écart s'approfondit avec les pays industriels. L'exploitation accrue des travailleurs mise en place par tous les gouvernements nés de luttes de libération nationale n'a pas permis et ne permettra pas de combler cet écart. Le premier ministre du Vietnam annonçait: "les travailleurs n'ont aucun droit, ils n'ont que des devoirs". Le Cambodge à peine libéré, les grèves de l'aéroport de Pochentong étaient réprimées sur le champ. (De même, les grèves récentes des dockers de Luanda n'ont pas été tolérées 24 heures par le nouveau gouvernement "socialiste" de l'Angola).

Le Duan, secrétaire général du PC vietnamien, dans son rapport au Congrès du parti, rappelle que "les difficultés et les privations ne pourront être éliminées de notre vie quotidienne du jour au lendemain" et qu'il est nécessaire de maintenir l'esprit de sacrifice. Air

connu de toutes les bourgeoisies aujourd'hui! L'austérité est le seul avenir que nous propose le système capitaliste partout dans le monde.

L'Indochine est transformée en vaste camp de travail, et ces méthodes barbares auraient soi-disant dû amener des transformations sociales et un développement économique.

Malheureusement, nous ne voyons qu'inflation galopante: la piastre remplacée par la monnaie du Nord a été plusieurs fois dévaluée, que chômage touchant 3 millions de personnes et que disette. Le Vietnam était traditionnellement un gros exportateur de riz (seulement grâce à la production du delta du Mékong en 1945, il exportait 1 500 000 tonnes et nourrissait le Nord). Or, en 1976, au prix de la famine, 100 000 tonnes seulement étaient exportées à Singapour. Pour faire rentrer quelques maigres devises, une seule solution: l'austérité. C'est dans ce contexte que se déroulèrent les élections au Sud le 25 avril 1976, la proportion des votants s'élevait à 99,9%; personne ne s'en étonnera, puisque la carte d'électeur, tamponnée au bureau de vote, sert aussi de carte de ravitaillement.

## L'appel aux capitaux étrangers

Au XXème siècle, au sein du système capitaliste décadent, aucun pays ne peut créer un capital national indépendant.

Tran Van Tra, 1er secrétaire du PC, déclarait déjà le 7 mai 1975, que les étrangers qui voulaient "sincèrement investir au Vietnam" seraient protégés, et il n'excluait pas les USA.

De nombreuses missions industrielles et économiques se sont succédées à Hanoi, venant des USA, du Japon et de la France... Hanoi a négocié l'acquisition d'usines clefs en main et d'équipements avec des firmes japonaises, suédoises et françaises. Un code des investissements doit être publié prochainement, qui autorisera la création d'entreprises à participation étrangère où la part du capital international pourra varier de 30 à 49%. L'Etat garantira une non-nationalisation pendant 10 à 15 ans, et le gouvernement autorisera le rapatriement des profits après déduction des impôts. Dans les usines produisant pour l'exportation, la participation de capitaux étrangers sera illimitée.

Le 15 septembre 1976, le Vietnam, pays "socialiste" et "indépendant" est maintenu au sein du Fonds Monétaire International (FMI), or cet organisme règle le marché monétaire international depuis les accords de Bretton Woods de 1944 entre les puissances capitalistes occidentales, au service de l'impérialisme américain. Et parce que ce pays est acculé à la banqueroute, il utilise le 11 janvier 1977 les facilités de crédit du FMI et achète pour 31 millions de DS (droits de tirage spéciaux) en devises. Le capital est toujours le maître du jeu. Le 2 janvier 1977 Hanoi recevait une mission de la banque asiatique de développement pour le versement de 11 prêts précédemment accordés à Saigon. Les exemples foisonnent.

Voilà les lendemains désenchantés que vit depuis 2 ans l'Indochine. Après la barbarie de la guerre, la régression économique et la famine, et au bout du compte une exploitation plus forte des travailleurs. Aucune perspective ne s'ouvre pour ce pays sur un terrain na-

tional.

Les prolétaires, une fois de plus, n'ont rien à gagner dans une quelconque lutte de "libération nationale". Seule, la lutte internationale de la classe ouvrière contre tous les exploités qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, sortira l'humanité de la barbarie dans laquelle elle s'est enfoncée depuis la première guerre mondiale.

R.

## AFRIQUE suite de la p.1

avoir d'indépendance face aux grands du capital.

Mais ce que ces porte-paroles ne disent plus s'étale encore à la une des journaux gauchistes, qui se répandent en déclarations de soutien envers "les peuples qui luttent pour la libération nationale". Pour le quotidien "Rouge", chaque nouveau conflit étant l'occasion de dénoncer, à travers articles et résolutions du Bureau Politique de la ICR "l'impérialisme américain et les impérialismes européens", ce qui équivaut en fin de compte à soutenir l'autre impérialisme dominant, la Russie, soit en affirmant "la solidarité avec le Front Polisario" et donc avec la tentative russe d'ouverture en Atlantique Nord, soit en parlant "de soi-disant dangers hégémoniques de l'URSS" sur le Zaïre aux prises avec le seul "impérialisme et colonialisme français". Du fait que les "libérateurs du Shaba", les gardes Katangais, aujourd'hui armés par la Russie, soient les anciens hommes de main de monsieur "Tiroir-caisse, Moïse Tschombé, pas un mot.

Mais ce n'est pas toujours aussi simple, et les derniers massacres en Ethiopie forcent ces mêmes gauchistes à dire autre chose que ce que Fidel Castro, leur ancienne idole, affirme: "Je considère Mengistu comme un vrai révolutionnaire et que la révolution qui se déroule à l'heure actuelle dans son pays est une vraie révolution". La ICR est amenée à d'angoissantes interrogations: l'union soviétique va-t-elle aller "jusqu'à soutenir la sinistre entreprise éthiopienne contre le droit à l'auto-détermination du peuple érythréen"? Voilà qui pourrait remettre en cause la pureté d'intention traditionnelle de la Russie envers les minorités opprimées. Mais il est vrai, et voilà de saines excuses, qu'il s'agit "d'empêcher les Etats arabes réactionnaires et alliés des USA... de remettre en cause la liberté de la circulation maritime par la mer Rouge et le canal de Suez". Il y a bien là de quoi légitimer la "scandaleuse attitude soviétique", le scandale ne pouvant être dû qu'à une attitude imprévisible de la part de cette puissance de qui on attendait autre chose qu'une politique semblable à celle des impérialismes répertoriés...

Les gauchistes, ICR en tête, ne font là que se confirmer dans leur rôle de jusqu'au boutistes pour la prochaine guerre mondiale que nous prépare le capital, et dont le champ de manoeuvres privilégié est aujourd'hui l'Afrique, illustration parfaite de l'idée défendue par les révolutionnaires qu'en période de décadence, toute lutte de soi-disant libération nationale ne peut être autre chose qu'un moment des conflits inter-impérialistes.

T.H.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.